

Jean Jaurès

Combattre la guerre,
penser la guerre

Vincent Duclert

Jean Jaurès Combattre la guerre, penser la guerre

Vincent Duclert

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	5
La vocation française à la démocratie et à la paix	17
Le socialisme contre la guerre, pour la justice	25
Face aux massacres arméniens et aux guerres de conquêtes	31
Le tournant nationaliste de 1905 : de la paix à la grève générale	39
Face à la menace de guerre en Europe, les écrits de Jaurès	47
Les guerres coloniales ou l'impérialisme guerrier	57
Les Balkans, une étape vers la guerre	63
L'Internationale mobilisée	67
A l'assaut de la politique nationale	71
Au bord de la falaise	77
La mort au combat	83
Les vraies victoires. Des « forces morales déterminantes »	95
Jaurès combattant. Un historien philosophe dans le siècle	101
Conclusion	109

INTRODUCTION

Jean Jaurès est né avec le conflit franco-allemand de 1870 (il n'avait pas onze ans lorsqu'il éclata), il est mort à la veille de la Première Guerre mondiale, assassiné à cause de son combat pour la paix. Première victime d'une violence guerrière qui dépassa en horreur ce que l'humanité avait connu jusque-là, il fut un grand penseur de la guerre au XX^e siècle. A la fois historien et philosophe du fait guerrier, il a établi les fondements des conflits justes et des paix durables, tenant la réflexion sur la guerre comme le devoir le plus élevé qui incombe à une société démocratique. En ce centenaire commun de sa mort et du déclenchement de la Première Guerre mondiale, il reste encore beaucoup à découvrir sur lui et sur son combat.

Vincent Duclert, historien, enseigne à l'École des hautes études en sciences sociales et est chercheur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron. Il est également inspecteur général de l'Éducation nationale. Il est l'auteur, en particulier, de *L'avenir de l'histoire* (Armand Colin, 2010), et de *La République imaginée. La France de 1970 à 1914* (Belin, 2010). Il publie en 2013 *Jean Jaurès. La politique et la légende* (Autrement) et *Réinventer la République. Une constitution morale* (Armand Colin), et en 2014 une biographie de référence de Jean Jaurès avec Gilles Candar (éditions Fayard). A la Fondation Jean-Jaurès, il préside la Mission de recherche sur les musées d'histoire en France et en Europe.

Afin de mettre un terme aux guerres de conquête et de destruction, Jaurès voulait construire une politique de la paix internationale, avec l'internationalisme ouvrier et par l'arbitrage du droit, dans l'affirmation de la démocratie en Europe. Pour autant Jaurès, contrairement à l'image de pacifiste intégral qui lui est souvent associée, ne condamnait pas le conflit armé. Comme les vrais pacifistes, il réclamait le droit de choisir la guerre qui méritait d'être menée, de définir les objectifs à atteindre par son biais, de concevoir les armées et les stratégies qui seraient employées. Dès 1905, anticipant sur la catastrophe d'une guerre qui menaçait, Jaurès n'a cessé d'alerter la classe politique et les Français. A partir de la crise de Tanger avec l'Allemagne – au sujet de la conquête du Maroc –, et le tournant nationaliste qui s'ensuivit en France et en Europe, Jaurès fit du combat contre la guerre et pour l'instauration d'une paix durable dans le monde son engagement le plus important, celui qui dominait toutes ses autres préoccupations.

Pour ses ennemis, ses choix pacifistes relevaient de la trahison. Au soir du 31 juillet 1914, Raoul Villain justifia

l'assassinat de l'homme politique par ces mots : « Si j'ai commis cet acte, c'est parce que Monsieur Jaurès a trahi son pays en menant sa campagne contre la Loi des trois ans. J'estime qu'on doit punir les traîtres et qu'on peut donner sa vie pour une cause semblable. »¹

Avec la Grande Guerre et la mort de Jaurès, il devint évident que l'humanité basculait dans une autre ère historique, l'« âge des extrêmes », comme le définira l'historien Eric Hobsbawm, « l'ère des tyrannies » pour l'historien et philosophe Elie Halévy. Le 24 mars 1916, celui-ci écrivit à son ami, le directeur de la *Revue de métaphysique et de morale* : « J'en reviens toujours à ma thèse. Le jour où Jaurès a été assassiné et où s'est allumé l'incendie de l'Europe, une ère nouvelle de l'histoire du monde s'est ouverte. C'est une sottise de croire que dans six mois, cela pourra s'éteindre, et que les mêmes partis, les mêmes groupes, les mêmes individus pourront reprendre le cours de leurs

1. Cité par Gerd Krumeich [1980] et par Elisa Marcobelli, *La France de 1914 était-elle antimilitariste ? Les socialistes et la Loi de trois ans*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, coll. « Les essais », 2013, p. 5.

combinaisons, comme si rien ne s'était passé dans l'intervalle. Ne me fais pas dire, dans le style à la mode, que l'Europe va sortir régénérée, purifiée de ce baptême du feu. Je dis qu'elle en sortira changée ; et je dis qu'elle n'est point près d'en sortir. »²

Le combat de Jean Jaurès contre la guerre, avec la perspective de son déferlement imminent en Europe, se hissait à la hauteur des ambitions que l'homme plaçait dans le socialisme, fondé sur l'humanisme, la raison et la justice. Il ne concevait pas de question plus importante, rien qui concernât davantage la conscience de l'homme et le destin des sociétés. Le combat contre la guerre et la lutte pour la paix lui permirent tout à la fois de répondre à sa lecture inquiète des relations internationales, d'accélérer la construction de l'Internationale ouvrière et du socialisme universel, d'affirmer la primauté du droit et la force de

l'arbitrage, de dessiner la vocation de la France en tant que démocratie républicaine en progrès, et enfin de mobiliser ses ressources intellectuelles, tant historiques que philosophiques. En d'autres termes, Jean Jaurès s'est appliqué à conquérir, en France et dans le monde, une position sans équivalent pour un homme qui n'était ni chef d'Eglise, ni empereur, ni président élu ou Premier ministre d'une grande puissance. L'énergie qu'il mit à repousser la guerre qui s'annonçait, l'imagination qu'il plaça au service de la paix, le verbe et la science qui enveloppèrent son action, ont défini un combat permanent de près de dix années et qui trouvait sa source dans l'histoire profonde de l'homme.

En même temps, Jaurès n'était pas seul dans cette bataille où il a laissé sa vie. Autour de lui agissaient des compagnons de lutte, ses camarades de l'Internationale, ses amis du Parti socialiste comme Edouard Vaillant, Francis de Pressensé ou Jean Longuet, ou encore des intellectuels et des penseurs qui n'oubliaient pas les solidarités anciennes du temps des « grands massacres » arméniens et de l'affaire Dreyfus, d'Anatole France à Frédéric Passy.

2. Elie Halévy, lettre à Xavier Léon, 24 mars 1916, in Elie Halévy, *Correspondance 1891-1937*, textes réunis et présentés par Henriette Guy-Loë et annotés par Monique Canto-Sperber, Vincent Duclert et Henriette Guy-Loë, préface de François Furet, Paris, Bernard de Fallois, 1996, p. 506. Une édition de la *Correspondance et [des] écrits de guerre d'Elie Halévy* sera publiée en 2014 aux éditions Armand Colin.

C'est un engagement ancien, consubstantiel de son être politique, que révéla la bataille de Jaurès. Selon lui, la guerre était la manifestation la plus inacceptable de l'injustice dans les rapports humains, qu'ils s'expriment à l'échelle d'une société, entre des Etats ou dans des systèmes impériaux. Jean Jaurès n'a cessé d'analyser l'histoire des sociétés et des Etats en termes de processus guerriers. Son premier grand article sur la guerre et la responsabilité particulière de la France républicaine à l'égard de la paix date de 1887, alors qu'il n'était député depuis deux ans. Mais il demeurait un républicain proche de Jules Ferry, tout en manifestant son indépendance d'action et de pensée. Et il évolua vers une conception de plus en plus critique de la société et de ses inégalités insupportables.

Devenu socialiste, Jaurès prononça son premier discours politique sur la guerre le 7 mars 1895 à la tribune de la Chambre. Et déjà s'imposait la puissance du verbe, relayée par la formule rapidement célèbre : « Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la

paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. »³

Sa dénonciation rapide de la guerre se nourrit de son aversion pour la violence et la domination par la force, ce qui explique qu'il relia le phénomène guerrier aussi bien à des préoccupations morales, presque religieuses, sur la conscience humaine, qu'à ses conceptions plus idéologiques sur la lutte des classes et la destruction de l'humanité dont se rendait coupable le capitalisme.

La guerre comme objet de réflexion et d'engagement poussa Jaurès à écrire deux grands livres, *La Guerre franco-allemande 1870-71*, en 1908, et *L'Armée nouvelle*, en 1910, sans parler des chapitres qu'il consacra à la « nation armée » et aux guerres révolutionnaires dans ses volumes de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, rédigés à partir de 1899. Il s'attacha particulièrement, y compris dans ses discours plus politiques, à documenter et à

3. Cf. *infra*, notes 16 et 17.

décrire les pratiques guerrières, le « Code de mort ». Il n'agit pas seulement en historien et philosophe de la guerre, il travailla aussi comme anthropologue du fait guerrier. En cela, les recherches actuelles sur la guerre trouvent des appuis substantiels dans l'œuvre de Jaurès. Cet essai place la guerre au centre de la réflexion, après d'autres études comme celle de Jean-Jacques Becker préfaçant la réédition de *L'Armée nouvelle* en 2012 : « Jaurès, qui s'est battu avec tant de constance, d'énergie, d'éloquence pour sauvegarder la paix, a consacré un de ses principaux ouvrages... à la guerre. »⁴

L'historiographie a bien sûr retenu la part considérable des engagements de Jaurès dédiés à la paix, moins ses pensées approfondies sur la guerre. Les recherches les plus nombreuses s'inscrivent dans une lecture d'un Jaurès international et internationaliste à laquelle tenait particulièrement l'historien Georges Haupt⁵. La guerre découlant,

4. Jean-Jacques Becker, « Préface », in Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle* [1910], Paris, Fayard, 2012, p. 14.

5. Sur Georges Haupt, voir *Georges Haupt, l'Internationale pour méthode, Cahiers Jaurès*, n°203, janvier-mars 2012.

selon Jaurès, de la question centrale de la nation et du nationalisme, il était légitime que la Société d'études jaurésiennes (SEJ) créée en 1959 y consacre son premier grand colloque à la Faculté des lettres de Toulouse⁶. Vingt-six ans plus tard, c'est « la défense nationale » qui retint l'attention de la SEJ pour son colloque de Paris, en 1991, porté par Léo Hamon. Si Jaurès se passionnait tant pour l'armée, pour son organisation et sa formation, c'est qu'il avait compris, à l'inverse de ses camarades ou de ses collègues parlementaires qui s'en désintéressaient généralement, qu'elles constituent les leviers par lesquels les guerres injustes, d'agression ou de conquête, peuvent être repoussées au profit des seules guerres légitimes, c'est-à-dire les guerres de défense des territoires nationaux légitimement reconnus, ou les guerres de solidarité envers les persécutés. L'appareil militaire est aussi, et il insista sur ce point dans *L'Armée nouvelle*, l'enjeu le plus élevé dans le processus démocratique. En d'autres termes, il s'agissait de parvenir

6. *Jaurès et la nation*, Actes du colloque de Toulouse, Toulouse, Association des publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1965.

à créer une force armée de défense nationale qui revienne à l'autorité civile et populaire, une armée qui ne soit plus « un instrument trop facile aux mains du pouvoir de répression », laquelle constitue « à la longue une sorte d'administration fermée, dont l'esprit corporatif se développe en militarisme », comme cela s'est déjà produit dans toute « l'histoire française, depuis la Révolution surtout »⁷. Démocratiser l'institution militaire était donc un défi majeur pour la République si elle voulait effectivement prétendre au statut de démocratie. Jaurès aborda la question militaire comme un penseur du politique, à l'instar d'un Tocqueville ou d'un Elie Halévy. Ce devoir de réformer l'armée ne conditionnait pas seulement l'avenir de la démocratie républicaine : l'armée définit les capacités d'une nation démocratique à faire la guerre et à défaire ses ennemis. La démocratisation de l'appareil militaire devait donc permettre sa modernisation, tant au niveau du corps des soldats qui devaient rester des citoyens conscients des valeurs qu'ils défendent, qu'au niveau des

7. *L'Armée nouvelle*, op. cit., p. 334-335.

officiers éduqués comme des intellectuels éclairés. « L'institution militaire est donc maniable à la démocratie », pensait Jaurès, et à cette condition les guerres ne disparaîtraient pas, certes, mais elles ne porteraient plus atteinte ni à l'humanité, ni à la justice.

Cette importance de *L'Armée nouvelle* pour penser la guerre affleurerait dans le nouveau colloque que la SEJ, vingt-deux ans après celui de 1991, a consacré à l'ouvrage et à son impact, même si l'introduction des actes était peu diserte sur le sujet⁸. Une raison supplémentaire alors de reposer avec Jaurès la question essentielle des rapports de la démocratie, de la guerre et de la paix.

8. Lire *L'Armée nouvelle* (Jean-François Chanut dir.), *Cahier Jaurès*, n°207-208, janvier-juin 2013.

LA VOCATION FRANÇAISE À LA DÉMOCRATIE ET À LA PAIX

La critique de la guerre par Jean Jaurès, c'est-à-dire sa déconstruction méthodique pour en révéler les causes réelles, vient de son héritage patriotique et moral. Jeune contemporain de la guerre de 1870, témoin des violences d'une société inique, solidaire des plus faibles et des persécutés, Jaurès agit très tôt en vertu que la France, plus que toute autre nation, a vocation à la paix. Il s'en ouvre dans l'une de ses premières tribunes parues dans le grand quotidien de Toulouse, *La Dépêche*, le 12 février 1887. Pour lui, la France est toujours prête à se défendre, mais elle ne veut pas renoncer à l'idée d'une paix générale en Europe. On lit déjà certains des thèmes de *L'Armée nouvelle* de 1910⁹. Jaurès voit la France comme une nation profondément ancrée dans la paix, ce qui lui confère une grande puissance dans le concert des Etats européens. Il

9. « Aujourd'hui, la France reste, comme elle doit rester, éveillée, attentive, prête à se lever jusqu'au dernier homme pour la défense du sol, mais elle a une confiance presque entière dans le maintien de la paix. » (« La Paix », *La Dépêche*, 12 février 1887, réédité in *Jaurès, et l'intégrale des articles de 1887 à 1914* publiés dans *La Dépêche*, Toulouse, Privat, p. 14).

plaide ici, dès à présent, pour une diplomatie sincère et loyale, ouverte aux citoyens, à l'inverse des régimes autoritaires décidant de l'avenir des nations dans le secret des chancelleries.

La liberté est définitivement attachée à la paix ; c'est la force de la démocratie française opposée à l'empire allemand. « Notre pays pourrait-il, s'il ne se possédait pas lui-même, s'il n'était pas son maître et son seul maître, garder au milieu des rumeurs de guerre cette fermeté vigilante et calme ? De l'autre côté du Rhin, il y a des volontés obscures et toutes-puissantes qui portent en elles la paix ou la guerre, et qui pourraient déchaîner celle-ci contre le gré de l'Allemagne même. En France, il n'y a qu'une volonté, celle de la France : et au fond de cette volonté d'une transparence absolue, l'Europe a pu lire deux choses : un amour sincère de la paix, un inébranlable courage pour l'heure du péril. La France libre n'a qu'une diplomatie : montrer au monde toute son âme. Cette âme a pu être tiraillée par des luttes des partis, mais elle n'a point été déchirée ; et, à la moindre apparence de péril

national, elle se trouve unie, elle sent que pas une parcelle de sa force ne sera détournée par les querelles ou le soupçon. [...] C'est la liberté qui unit tous les fils de la France dans la sagesse : c'est elle qui, comme elle fait notre fierté au-dedans, fait notre force au-dehors. Désormais, quoi qu'il arrive, que nous ayons, comme nous l'espérons bien, la paix, ou au contraire, par la criminelle folie de l'agresseur, la guerre sainte pour notre France bien aimée, liberté et patrie sont inséparables. »¹⁰

Jaurès voit dans la République et son affirmation en France une garantie majeure de la paix générale en Europe. Car elle « n'a les mains prises dans aucun engagement précis et réciproque, c'est-à-dire dans aucun intérêt étranger »¹¹, avance-t-il quelques jours après son article sur « La Paix ». « Elle a su, poursuit-il, par sa fermeté et sa réserve, se concilier l'estime des peuples. [...] On sait qu'elle a de la sagesse, du courage et des armes ; et ces choses-là donnent

¹⁰. *Ibid.*

¹¹. « Les alliances européennes », *La Dépêche*, 26 février 1887, et *ibid.*, p. 15-16.

des alliés ou les remplacent. » Le 31 décembre 1887, il proclame encore, toujours dans *La Dépêche* : « La France veut la paix, sans humiliation et sans faiblesse, mais elle veut la paix. »¹² Elle la veut parce qu'elle construit sa démocratie « qu'elle ne trouverait peut-être pas au milieu des secousses extérieures ». Jaurès ajoute : « Nous avons, si je puis dire, les bras surchargés de problèmes, et comment, dans ces conditions, souhaiter la guerre ? »

Reste que « la question de l'Alsace-Lorraine » constitue « une cause aiguë de conflits toujours possibles ». Car « il est impossible à la démocratie française d'accepter cette mutilation ». Jaurès insiste sur l'attachement de la République à l'idée de patrie et à sa défense obstinée. Il répond ici aux accusations de trahison de la droite monarchiste et catholique et de sa captation du principe national. Pour Jaurès, « la République a débuté par un effort héroïque contre l'étranger : elle n'est pas l'affaiblissement, elle est l'exaltation de l'idée de patrie. La démocratie se perdrait,

12. « Paix et revanche », *La Dépêche*, 31 décembre 1887 (et *ibid.*, p. 47).

entrerait dans le monde tête basse, si elle achetait d'un peu de terre française le repos et la liberté. » Néanmoins, Jaurès conserve toute sa confiance dans la paix, il la croit davantage capable que les armes d'aboutir au retour des deux provinces, « qui sont restées françaises de cœur, et qui doivent le redevenir de fait ». « Gambetta le comprenait bien, lorsqu'il parlait à la nation de justice immanente. Il voyait que notre pays avait foi dans une réparation pacifique, sortie du mouvement même de l'histoire. »

Cette paix juste entre les nations ne peut se faire qu'entre des démocraties. « Il est donc essentiel, écrit Jaurès, d'avoir foi dans la démocratie, la démocratie française mais aussi la démocratie allemande. [...] L'heure viendra, où la revanche des démocraties pacifiques sur les autocraties militaires sera la revanche de la France libre sur les iniquités bismarckiennes. »¹³ On mesure ici la logique qui amènera Jaurès à l'internationalisme ouvrier. A cet égard, l'adhésion à l'universalisme prolétarien ne pourra que

13. *Ibid.*

favoriser la marche de l'Allemagne vers la démocratie et son renoncement au militarisme bismarckien. Dans l'immédiat, Jaurès confie à la France le soin de défendre le mouvement démocratique partout dans le monde : « La vraie politique étrangère de la France, c'est une politique de démocratie hardie, fraternelle : pas d'autre intervention que l'exemple, mais celui-ci haut et lumineux comme un signal en mer. »¹⁴ Cette proclamation d'un devoir de démocratie pose les bases de la politique jaurésienne faite d'examen critique des événements du monde et de solidarité active envers les démocrates, notamment ceux qui subissent dans leur pays l'oppression des princes et des empereurs.

Jaurès n'accepte la guerre que dans un seul cas : lorsqu'il s'agit de défendre l'idée de patrie et l'intégrité du territoire. La démocratie « n'a pas le droit d'attaquer, assure-t-il dans ce même article ; elle n'a pas le droit de jouer spontanément son existence dans une guerre offensive : elle n'aurait

14. « La démocratie française en Europe », *La Dépêche*, 9 janvier 1890, et *ibid.*

pas, dans cette guerre, la certitude passionnée de vaincre que lui donnerait, si elle était attaquée, le soulèvement terrible de tous ses enfants. » Là encore, Jean Jaurès anticipe de très loin sa réflexion de *L'Armée nouvelle* sur la guerre juste et la défense nationale.

LE SOCIALISME CONTRE LA GUERRE, POUR LA JUSTICE

Le passage de Jean Jaurès au socialisme au début des années 1890 ne modifie pas fondamentalement sa double détermination en faveur de la paix dans le monde et de la défense de la patrie. « Nous savons bien, nous socialistes, quelle est la hauteur de notre idéal, aussi bien de notre idéal patriotique et français, que de notre idéal humain », proclame-t-il dès le 6 août 1891 dans *La Dépêche*.

Le 3 janvier 1893, il éprouve le besoin de clarifier la doctrine socialiste afin de répondre notamment à l'accusation – « qui serait mortelle si elle était fondée » – d'avoir oublié ou même sacrifié « les intérêts et les droits de la patrie française ». C'est tout le contraire qui est en jeu, selon une définition de la France qui ne peut se séparer du progrès démocratique et des responsabilités internationales : « Si nous, socialistes français, nous étions indifférents à l'honneur, à la sécurité, à la prospérité de la France, ce n'est

pas seulement un crime contre la patrie que nous commettrions, mais un crime contre l'humanité. Car la France, et une France libre, grande et forte, est nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique, la République ; et, si la France baissait, la réaction monterait dans le monde. [...] Si notre pays était menacé par une coalition de despotes ou par l'emportement brutal d'un peuple cupide, nous serions les premiers à la frontière pour défendre la France dont le sang coule dans nos veines et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous. Qu'on cesse donc d'opposer internationalisme et patriotisme, car, dans les esprits un peu étendus et dans les consciences un peu hautes, ces deux choses se concilient. »¹⁵

Ainsi Jaurès parvient-il à protester, comme Français aussi bien que comme socialiste, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Il réitère sa protestation le 7 mars 1895 à la tribune de la Chambre, lors de la discussion du budget du

15. « La France et le socialisme », *La Dépêche*, 15 mai 1893.

ministère de la Guerre¹⁶. C'est son premier discours sur la guerre, « maudite de tous, redoutée de tous, réprouvée de tous, [et qui] peut, à tout moment, éclater sur tous », d'autant que « les budgets de la guerre s'enflent et montent partout d'année en année ». Mais Jaurès constate aussi « l'universel désir de la paix ». Et s'il y a une contradiction alors, c'est à cause de la société capitaliste, la « société violente et chaotique [qui] porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage ». La raison en est l'injustice économique et sa violence. « Tant que dans chaque nation, une classe restreinte d'hommes possédera les grands moyens de production et d'échange, tant qu'elle possédera ainsi et gouvernera les autres hommes, tant que cette classe pourra imposer aux sociétés qu'elle domine sa propre loi, qui est la concurrence illimitée, la lutte incessante pour la vie, le combat quotidien pour la

16. « Contre l'atteinte portée au droit, nous ne protestons pas seulement comme Français, entendez-le bien ! Subissant un déchirement intime dans le déchirement commun de la patrie, nous protestons aussi comme socialistes. Il est intolérable, au moment où le socialisme veut affranchir toutes les volontés humaines, qu'il y ait des volontés françaises séparées violemment du groupe historique dont elles veulent faire partie. » (Discours du 7 mars 1895 à la Chambre des députés, publié sous le titre « L'armée démocratique », in *Action socialiste*, Paris, G. Bellais, 1899, p. 398 et suiv., et 404-405).

fortune et le pouvoir, [...] tant que cela sera, toujours cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples. »¹⁷

Le capitalisme apparaît comme une nouvelle forme du « vieil esprit de domination et de conquête » de l'homme sur l'homme. Et il semble plus redoutable encore avec le militarisme. C'est pourquoi Jaurès proclame hautement qu'il combat l'un comme l'autre. Sa protestation socialiste et patriote dénonce le recours à la « guerre de revanche ». Celle-ci dresse éternellement les nations les unes contre les autres sans solution de paix et porte en elle les futures tyrannies. « Elle ne peut avoir d'autre effet que d'imposer à deux peuples, à perpétuité, par l'urgence perpétuelle du péril, la dictature militaire, et si la patrie ne périssait pas dans la défaite, la liberté pourrait périr dans la violence. » La démocratie, et plus encore le socialisme, s'opposent à ces logiques de guerre et permettent la paix internationale

d'où sortira le règlement de la question de l'Alsace-Lorraine¹⁸.

Quant à la guerre de conquête exigée par la politique coloniale, Jaurès la rejette aussi fermement, sans condamner définitivement le principe de l'expansion coloniale¹⁹. La colonisation est rejetée lorsque la situation des indigènes est humainement dégradée, ou bien lorsque les rivalités entre les nations conquérantes menacent la paix générale. Jaurès consent à l'aventure coloniale. Tout au plus demande-t-il des règles et appelle-t-il à « un système de garanties internationales » pour éviter que les rivalités territoriales ou économiques, « en s'exaspérant, aboutissent à la guerre ». Il prend ainsi l'exemple du canal de Suez ou du fleuve Danube. Il s'en explique dans un article de *La Petite République* du 17 mai 1896²⁰.

18. « Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité. » (*ibid.*, p. 403).

19. « Nous la réprouvons [...] » (*ibid.*, p. 425).

20. « Les compétitions coloniales », in *ibid.*, p. 424-428.

17. *Ibid.*, p. 398-403.

La guerre hispano-américaine déclenchée en avril 1898 pour le contrôle de Cuba lui semble l'exemple même de « la lutte entre deux puissances d'oppression, entre deux formes d'exploitation »²¹, de la même manière que la crise de Fachoda du mois de novembre suivant se serait résolue « par une discussion au grand jour, par un appel incessant au bon sens et à la loyauté de deux grands peuples »²². Mais cet internationalisme doit être pratiqué pleinement, sans arrière-pensée, comme s'y emploie le socialisme dans ses congrès²³ ou dans ses initiatives pour le désarmement²⁴, agissant en cela pour le bien de l'humanité : « Le devoir de la classe ouvrière, si écrasée qu'elle soit encore par toutes les puissances de désordre et de haine, est de se redresser pour sauver la civilisation humaine »²⁵ de la guerre.

21. « D'un côté, il y a l'exploitation..... » (« La guerre hispano-américaine », *La Lanterne*, 10 avril 1898).

22. « Fachoda, l'Angleterre et la paix », *La Petite République*, 5 novembre 1898, in *ibid.*, p. 529.

23. « Dans les réunions internationales du prolétariat socialiste, les hommes engagent toute leur conscience [...]. Et de la hauteur où ils se rencontrent avec des frères de toute race, l'horizon humain est déjà pour eux lumineux et ample, comme pour tous les hommes il le sera demain. » (« L'action internationale », *La Petite République*, 19 mars 1899, in *ibid.*, p. 556).

24. Eugène Fournière et Edouard Vaillant y sont particulièrement impliqués (cf. *La Petite République*, 26 janvier 1899).

25. « Fachoda, l'Angleterre et la paix », *art. cit.*

FACE AUX MASSACRES ARMÉNIENS ET AUX GUERRES DE CONQUÊTES

Dans son analyse des causes des guerres, Jaurès porte une attention particulière aux processus de persécution. Il se montre solidaire envers toutes les victimes : celles de la violence capitaliste, de l'Etat ou des armées. Au début des années 1890, il se préoccupe de la violence guerrière dans le monde ; il veut dégager l'avenir de l'humanité. Cette approche globale, internationale des phénomènes guerriers, se nourrit tout autant de son socialisme récent que de sa formation intellectuelle et d'un humanisme laïc mâtiné de christianisme.

L'engagement de Jaurès contre les grands massacres arméniens perpétrés dans l'empire ottoman par le sultan Abdülhamid II est révélateur d'un combat pour la paix qui s'applique à dénoncer des faits de terreur guerrière intolérables – quand bien même ils concernent des populations orientales très éloignées. La lutte contre la violence ne connaît pas de frontières pour Jaurès : selon lui, la paix

entre les nations, mais aussi la paix intérieure des sociétés, ne peuvent se concevoir en dehors de l'internationalisme auquel il accède à cette période.

Après l'été 1894, durant lequel débudent les « grands massacres », Jean Jaurès se saisit du drame arménien. Le 27 janvier 1895, il publie dans *La Petite République* un premier article, « En Arménie ». Mais il n'a pas encore parlé devant la représentation nationale, et personne n' imagine alors qu'il puisse s'imposer dans un débat précédemment ouvert par des parlementaires catholiques. Il intervient pourtant le 3 novembre 1896. Son discours en faveur des Arméniens prend place dans la discussion « d'interpellations relatives aux événements d'Arménie ». Jean Jaurès monte à la tribune après les députés Denys Cochin et Albert de Mun. Il succède également au radical Gustave-Adolphe Hubbard. En vain ont-ils protesté contre les « grands massacres », ont-ils supplié le gouvernement français de rompre avec la politique de complaisance pour les exactions du Sultan. Jaurès s'exprimera à nouveau sur le sort des Arméniens le 22 février 1897 au cours

d'une interpellation « sur les intentions du gouvernement relativement aux événements de Crète », et encore une fois le 15 mars 1897 lors d'une interpellation groupée « sur l'action diplomatique du gouvernement dans les affaires d'Orient ». Mais c'est son discours du 3 novembre 1896 qui a marqué le plus les esprits, au point d'entrer dans la conscience publique et les imaginaires littéraires.

Durant l'année 1896, les informations rapportées d'Orient sont gravissimes : deux cent mille Arméniens ont péri de mort violente, parfois infligée avec une cruauté sans limites, notamment par la cavalerie personnelle du sultan, les régiments kurdes *hamidiye*. La tragédie des Arméniens révèle aussi bien le basculement du pouvoir d'Abdülhamid II dans une tyrannie sanguinaire que l'échec de la politique européenne de protection des minorités prévue dans le traité de Berlin. Elle souligne le péril auquel conduisent la haine ethnique et la violence politique. Puisque l'opinion française reste peu ou prou silencieuse, puisque le gouvernement refuse toute

intervention pour ne pas menacer les intérêts français dans l'Empire ottoman, puisque les Affaires étrangères écartent même toute investigation sur les faits²⁶, un groupe d'intellectuels et de politiques déterminés va se charger, dans la presse et au Parlement, de placer l'Europe et la France devant leurs responsabilités²⁷. Agé de trente-sept ans, redevenu député, désormais socialiste, Jaurès affronte un événement d'une violence guerrière extrême qui met en question les droits humains fondamentaux, la survie d'un peuple, et l'honneur de l'Europe tout entière.

Ce 3 novembre 1896, son arrivée à la tribune, son discours vibrant et implacable, mais aussi son courage devant les lâchetés gouvernementales, frappent ses contemporains. Marcel Proust, dans *Jean Santeuil*, écrit de 1895 à 1899, témoigne du souvenir qu'il a gardé de cette séance

26. *Le Livre jaune* français sur les grands massacres d'Arménie ne verra le jour qu'en 1897, au moment où ceux-ci avaient cessé – notamment sous la pression internationale.

27. Voir notre article, avec Gilles Pécourt : « Les intellectuels français face aux massacres d'Arménie » in André Gueslin et Dominique Kalifa (dir.), *Les exclus en Europe*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p. 323-344, et « Jean Jaurès et la Turquie. La fêlure des massacres arméniens », in *Jaurès, du Tarn à l'Internationale*, préface de Gilles Candar, Paris, Fondation Jean-Jaurès, coll. « Les essais », 2011, pp. 89-113.

historique. Donnant à Jaurès les traits du député Couzon²⁸, l'écrivain s'enthousiasme pour le courage de Jaurès : « Jamais corps humain n'a exprimé tant de dignité et de grandeur. »²⁹ L'intervention de Jaurès à la Chambre excède largement le simple mouvement conduisant à la formation d'un parti favorable à l'Arménie en France. Son action se veut plus haute. Dans la solennité de son discours et dans sa volonté de briser les complicités françaises, Jaurès affirme que la justice ne connaît pas de frontières et que la morale démocratique impose le combat contre la tyrannie, où qu'elle soit. L'intervention de Jaurès suscite un grand espoir, tant pour les Arméniens que pour la défense de l'idéal démocratique.

Son engagement à travers des discours solennels³⁰ éclaire la vérité d'un homme et le sens d'une politique. Pour la

28. Cf. Gilles Candar, « Couzon, le Jaurès de Marcel Proust », *Bulletin* de la Société d'études jaurésiennes, n° 118, juillet-septembre 1990, pp. 13-15 et Madeleine Rebérioux, « Jaurès et les Arméniens », *id.*, n°121, mai-juillet 1991, pp. 4-9.

29. Marcel Proust, *Jean Santeuil*, préface d'André Maurois, Paris, Gallimard, 1952, pp. 316-318.

30. Ses discours ont été réédités sous le titre : *Il faut sauver les Arméniens* dans une édition critique réalisée par nos soins (Paris, Mille et une nuits, 2006, 80 p.).

première fois, Jaurès affronte l'histoire pour tenter d'en modifier le cours. Marcel Proust le ressent avec passion. L'exemple de Couzon-Jaurès lui inspire des réflexions décisives sur le courage et la vérité des hommes, capables de se dresser devant les crimes des États : « La vie, et surtout la vie politique, n'est-elle pas une lutte, et puisque les méchants sont armés de toutes les manières, il est du devoir des justes de l'être aussi, quand ce ne serait que pour ne pas laisser périr la justice. »³¹

Jean Jaurès n'est pas le seul homme politique à dénoncer les grands massacres commis contre les Arméniens de l'empire ottoman. Mais l'engagement de Jaurès pour l'Arménie est capital dans son histoire intellectuelle et politique. Le leader socialiste lui-même, comme Charles Péguy et Georges Clemenceau, s'y référera à plusieurs reprises au tournant du siècle, notamment durant l'affaire Dreyfus qui verra les réseaux français pro-arméniens se remobiliser en faveur du droit et de la vérité, cette fois

31. Marcel Proust, *Jean Santeuil*, op. cit., pp. 322-323.

pour un Juif persécuté³². Jaurès comprend que la paix dans l'humanité ne sera acquise que quand auront disparu les phénomènes d'extrême violence, où des opérations de guerre et de terreur sont perpétrées contre des populations civiles désarmées au motif de leur religion ou de leur « race ».

Pour expliquer la faillite de la diplomatie française couvrant les crimes du « sultan rouge », Jaurès invoque les intérêts du capitalisme français dans l'empire ottoman. A la fin du XIX^e siècle, l'empire colonial français est pratiquement achevé, à l'exception du Maroc qui concentre les rivalités européennes, d'abord économiques puis clairement territoriales. Depuis 1880, la convention internationale de Madrid accorde aux puissances signataires, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre, le contrôle du commerce de cette province ottomane éloignée. La volonté française d'affirmer son pouvoir international et d'étendre vers

32. Voir par exemple son intervention à la Chambre le 24 janvier 1898 (citée in *Le Parlement et l'affaire Dreyfus 1894-1906. Douze années pour la vérité*, préface de Laurent Fabius, introduction de Madeleine Rebérioux, édition par Vincent Duclert, Paris, Assemblée nationale/Société d'études jaurésiennes, 1998, p. 78).

l'Ouest les possessions d'Afrique du Nord fait du Maroc un enjeu considérable. Le 19 septembre 1903, dans *La Dépêche*, Jaurès s'oppose à ces rêves de grandeur et à ces appétits capitalistes. Il dénonce « tout un parti militaire et colonial qui rêve de mettre la main sur le Maroc par une grande expédition ». Pour lui, la conquête du Maroc ne serait que diversion afin d'éviter les réformes qu'exigent la justice sociale et la démocratie républicaine. Pour autant, il a conscience de l'insécurité qui règne à la frontière sud oranaise – où a été envoyé le colonel Lyautey –, et il ne condamne pas par principe une politique de civilisation française au Maroc dès lors qu'elle serait pacifique. La position de Jaurès évolue après le congrès d'Amsterdam de la mi-août 1904, qui non seulement décide de l'unification des socialistes français mais condamne aussi l'impérialisme colonial, du moins les futures conquêtes³³. Moins de huit mois plus tard, la crise de Tanger précipite le combat de Jaurès.

33. Sur cette importante question des rapports de Jaurès avec le colonialisme, voir les synthèses et mises au point dans *Pensée coloniale 1900 (Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle, n°27, 2009* : Gilles Candar, « La gauche coloniale en France. Socialistes et radicaux, 1885-1905, p. 37-56), *Jaurès, du Tarn à l'Internationale, op. cit.*, et Gilles Candar, *Jaurès et l'Extrême-Orient. La patrie, les colonies, l'Internationale*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, coll. « Les essais », 2011.

LE TOURNANT NATIONALISTE DE 1905 : DE LA PAIX À LA GRÈVE GÉNÉRALE

La diplomatie du ministre Théophile Delcassé aboutit le 8 avril 1904 à un accord entre la France et l'Angleterre ouvrant la voie à un protectorat français au Maroc. Lors du débat parlementaire du 10 novembre 1904, Jaurès exige de savoir si ce traité ne comporte pas des clauses hostiles à « aucune nation dans le monde ». Sur un principe aussi important, il est prêt à aller jusqu'à la rupture avec les radicaux au pouvoir, qui sont pourtant ses alliés dans la majorité du bloc des gauches.

La réalisation à marche forcée du protectorat débouche sur le coup de force allemand sur Tanger, quand l'empereur Guillaume II accoste au port et défile dans les rues en grand uniforme militaire. Aussitôt, Jaurès attaque vivement la politique de Delcassé qu'il rend responsable de cet état de guerre. Le 19 avril 1905, il prononce à la Chambre un réquisitoire contre la colonisation du Maroc, dont le voyage à Tanger du Kaiser vient de révéler l'impasse. Pour lui, le

risque de guerre exige de s'y opposer avec la dernière volonté et de condamner l'impérialisme colonial comme le nationalisme belliqueux.

L'offensive déclenchée contre Delcassé, et dont Jaurès comme les autres socialistes français assument une part importante, aboutit à la démission du ministre des Affaires étrangères le 6 juin 1905. Le nouveau titulaire du Quai d'Orsay, Maurice Rouvier, se range à la proposition allemande d'une conférence internationale sur le Maroc, laquelle se tient à Algésiras à partir du 6 janvier 1906. Le traité qui en sort le 7 avril est imparfait et conserve à la France tous les moyens de parvenir à un protectorat sur le Maroc. Néanmoins, comme l'écrit Harvey Goldberg dans la biographie qu'il consacre à Jean Jaurès, celui-ci « ne pouvait que se réjouir qu'un accord ait été conclu, et par des moyens pacifiques »³⁴. Dans de nombreux discours, notamment ceux des 8 et 15 décembre 1905 à la Chambre,

Jaurès ne cesse de plaider pour le désarmement et l'arbitrage international.

Pour s'être opposé au risque de guerre et à la politique marocaine du gouvernement, Jaurès devient la cible des nationalistes qui considèrent de telles positions comme un abandon de la patrie. Débutent ici ces croisades contre le « traître Jaurès » – appelé aussi « Herr Jaurès », Monsieur Jaurès en allemand – qui vont aller en s'amplifiant jusqu'à son assassinat. Les attaques des nationalistes montrent la haine que le socialiste leur inspire. Ceux-ci exploitent les provocations de Gustave Hervé, qui exprime un antimilitarisme virulent, et rendent Jaurès responsable de cet antipatriotisme d'extrême-gauche³⁵.

Jean Jaurès est amené à réaffirmer son attachement à la patrie tout en proclamant la nécessité de la paix³⁶. En ce sens, il travaille à la conclusion de deux grandes lois, le

35. Cf. Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997, pp. 46 et suivantes.

36. Lors d'un débat public qui eut lieu dans la salle de l'Elysée-Montmartre et dont *L'Humanité* publia le texte dans son édition du 29 mai 1905, Jaurès déclara ainsi : « La vérité, c'est que la relation complexe entre le devoir national et le devoir international ne peut trouver une solution à l'avance, soit par des slogans mécaniques, soit par des formules toutes faites. »

34. Harvey Goldberg, *Jean Jaurès. La biographie du fondateur du Parti socialiste*, traduit de l'anglais par Pierre Martory, Paris, Fayard, 1970, p. 339.

service militaire de deux ans, adopté le 21 avril 1905, et la séparation des Eglises et de l'Etat, obtenue plus difficilement en juillet de la même année. Le progrès du mouvement socialiste renforce ce lien de l'internationalisme et du patriotisme. Le 14 décembre 1905, il peut annoncer, du haut de la tribune de la Chambre, le mouvement irrésistible d'un socialisme libérateur et victorieux, si puissant qu'il incarne la patrie elle-même. « C'est dans le prolétariat que le verbe de la France se fait chair ! [...] L'indépendance de la nation et l'émancipation sociale sont inséparables. Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque : la classe ouvrière défendra l'idée de la patrie, mais elle ne sera pas dupe de ceux qui essaient d'exploiter l'idée de patrie elle-même dans un intérêt de classe, elle essaiera, par un incessant effort, de substituer à une patrie d'inégalité et de privilège une patrie de pleine égalité sociale qui s'harmonise par là avec les autres patries. C'est à cet effort, Messieurs, que s'emploient à cette heure toutes les énergies de la classe ouvrière française. »³⁷

37. Le député nationaliste Joseph Lasies l'interrompt en s'écriant : « Voilà qu'on nous récite l'Angélus, maintenant ! ». Nous renvoyons à l'édition du *Journal officiel* des débats de la Chambre des députés.

Jaurès pense avoir imposé au parti socialiste une ligne à la fois patriote et internationaliste. Mais il doit compter avec l'antipatriotisme de Gustave Hervé et son appel à la grève révolutionnaire en cas de conflit. Au congrès de Limoges de novembre 1906, il se rapproche d'Edouard Vaillant. Les deux dirigeants déposent une motion indiquant que le prolétariat défendrait la patrie en cas de menace extérieure, mais aussi que le parti s'opposerait à toute guerre d'agression grâce « à l'action parlementaire, à l'action publique, aux meetings populaires de protestation, et même à la grève générale et à l'insurrection ». Jaurès avertit : « Nous ne pouvons pas nous contenter de rester assis et d'attendre une catastrophe, nous ne pouvons pas dire que tout sera parfait dès que nous aurons cinq millions de voix socialistes. [...] Et si la tempête menace avant que nous en soyons là ? Ne ferons-nous aucun effort pour l'empêcher ? »

Toute la difficulté, pour Jaurès et ses amis, consiste à définir clairement la ligne de partage entre guerre d'agression et guerre de défense, notamment dès lors que se posent les questions des espaces coloniaux et des alliances, dans les

Balkans notamment. De plus, la grève générale contre la guerre suppose l'adhésion de l'Internationale et des partis qui la composent. Or les sociaux-démocrates allemands semblent hermétiques à cette rhétorique, et surtout soucieux de leurs ancrages patriotiques, voire nationalistes. Le congrès de Stuttgart du 31 août 1907 démontre l'ampleur des dissensions mais aboutit néanmoins à une motion commune des partis socialistes : « Au cas où la guerre éclaterait toutefois, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

De retour à Paris, Jaurès s'emploie, comme au meeting du Tivoli-Vauxhall à Paris le 7 septembre 1907, à défendre coûte que coûte l'option de la paix et le rôle du socialisme. Ce dernier seul paraît capable de fédérer, à l'échelle de la France et de l'humanité, toutes « les volontés de paix » qui montent, dit Jaurès, dans la bourgeoisie et la paysannerie, et qui « ne veulent pas que l'or et le sang de la France cou-

lent pour ces aventures stériles et coupables » au nombre desquelles il met le Maroc³⁸. Mais les adversaires de Jaurès, y compris à gauche chez les radicaux, lui reprochent d'avoir cédé trop vite à l'antipatriotisme, que ce soit au congrès de Stuttgart ou à celui du parti socialiste à Nancy, peu de temps auparavant. Dans *La Dépêche*³⁹, Jaurès répond à ses détracteurs, Camille Pelletan et Célestin Bouglé, en affirmant que les idées de Gustave Hervé ont été clairement rejetées à Nancy, et que lui-même reste fidèle à la « méthode Blanqui », à savoir le vieux socialisme révolutionnaire et patriote. Simplement il lui donne une « application ouvrière et internationale », manière aussi de ne pas rejeter complètement les thèses de Gustave Hervé, les bataillons de la CGT et les lecteurs de la *Guerre sociale*. Ceux-ci sont indispensables à la lutte pour la paix. Comme précédemment dans l'affaire Dreyfus, Jaurès est prêt à affronter toutes les accusations

38. Publié une première fois en 1933 par Edouard Bonnefous dans les *Œuvres de Jean Jaurès*, le texte de son discours au Tivoli-Vauxhall a été récemment édité par Jean-Pierre Rioux in *Rallumer tous les soleils*, *op. cit.*, p. 653-663.

39. « Malentendus », *La Dépêche*, 7 septembre 1907 (et *op. cit.*, p. 705).

de « trahison » pour faire avancer son combat contre la guerre⁴⁰.

40. Cf. Madeleine Rebérioux, « Postface », in Jean Jaurès, *La Guerre franco-allemande 1870-1871* [1908], Paris, Flammarion, coll. « Science », 1971, p. 299-300.

FACE À LA MENACE DE GUERRE EN EUROPE, LES ÉCRITS DE JAURÈS

Les dix dernières années de sa vie, Jean Jaurès concentre son travail sur la seule question de la guerre et de la paix. Établir cette dernière constitue pour lui un défi majeur, à la hauteur du socialisme international et de ses ambitions ; il s'engage personnellement, il mobilise toute son énergie et tout son savoir. Dès 1898 et le lancement de sa grande *Histoire socialiste de la Révolution française*, il a compris que livres et études permettent d'exposer des contrepoints utiles à la déraison nationaliste. La collection intègre donc une histoire de la guerre de 1870. Après le congrès de Stuttgart et le meeting du Tivoli, Jaurès réalise qu'il est urgent de finir la rédaction de *La Guerre franco-allemande*. Le livre paraît six mois plus tard, en février 1908. « En démontrant les mécanismes diplomatiques et politiques, Jaurès aidera les travailleurs à ouvrir les yeux, à échapper au chauvinisme, à peser sur l'histoire de façon informée et réfléchie. »⁴¹

41. *Ibid.*, p. 298.

Dans son étude, Jaurès démontre comment les nationalistes criards et les officiers d'aventure ont été incapables de défendre la patrie : ils ont lancé la France dans une guerre injuste en voulant s'opposer, au nom de l'intérêt national, à la légitime unité allemande. Pour Jaurès, la défaite résulta de la conjonction du « vice politique et moral du régime » du Second Empire et de « l'insuffisance technique du système militaire »⁴². Seuls les révolutionnaires de la Commune refusèrent cet engrenage guerrier : « On y sent déjà le frémissement de la force ouvrière qui sera la grande libératrice et la grande pacificatrice. [...] En même temps que la révolte du droit national meurtri, [la Commune] fut l'affirmation d'un idéal prolétarien en qui toutes les nations se réconcilient par la justice. »⁴³

La Guerre franco-allemande reconnaît la force et l'autonomie du « fait politique »⁴⁴, qu'il s'exprime sous le Second

42. Jean Jaurès, *La Guerre franco-allemande*, op. cit., p. 286.

43. *Ibid.*, p. 292.

44. Madeleine Rebérioux, « Postface », art. cit., p. 303.

Empire ou la Commune. L'action politique est donc plus que légitime face au conflit armé, elle est essentielle pour l'éviter. Cette conviction structure la nouvelle étude dont Jaurès se saisit au lendemain des congrès de Nancy et de Stuttgart, un livre sur l'armée en démocratie pour lequel il signe un contrat avec la maison d'éditions Jules Rouff le 25 novembre 1907. Il l'écrit dans l'urgence, sous la pression des menaces contre la paix qui augmentent dangereusement.

Les tensions internationales grandissent en Europe et particulièrement dans les Balkans. Depuis 1903 et l'accès au trône de la dynastie des Karageorgévitch, la Serbie manifeste une volonté d'unifier les Slaves du Sud de l'Europe. Elle est soutenue par la Russie tsariste qui voit là une occasion de repousser l'influence austro-hongroise dans les Balkans. Vienne décide de passer à l'offensive et de procéder à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qui appartient théoriquement à l'empire ottoman mais qui est, de fait, un protectorat autrichien. La Russie riposte en accusant l'Autriche-Hongrie d'empêcher la libre circula-

tion de ses navires dans les détroits. Le risque de guerre augmente entre la France et l'Allemagne, à la fois parce que les nationalismes des deux pays se sont renforcés, et à cause des surenchères de leurs alliés respectifs, Russie et Autriche-Hongrie, dans les Balkans.

Jaurès comprend que la distinction entre la guerre juste de défense nationale et la guerre injuste d'agression extérieure mérite d'être approfondie. Il s'agit pour lui d'imaginer une organisation défensive si puissante qu'elle agirait comme un instrument de dissuasion en Europe, et donc de paix dans le monde. Pour cela, il se lance en 1908 dans une vaste étude : *L'Armée nouvelle*⁴⁵. Ce volume est censé inaugurer une vaste série sur *L'organisation socialiste de la France*, une entreprise comparable à *l'Histoire socialiste de la Révolution française* dirigée par Jaurès et publiée également par la maison Rouff. Mais seule *L'Armée nouvelle* verra le jour, d'abord sous la forme d'un long commentaire

45. Le contrat initial pour un ouvrage qui devait s'intituler « La Défense nationale et la paix internationale » date du 25 novembre 1907. Voir à ce sujet l'édition de *L'Armée nouvelle des Œuvres de Jean Jaurès* paru en 2012 sous la direction de Jean-Jacques Becker.

à une proposition de loi établie par Jaurès en novembre 1910⁴⁶, puis comme ouvrage du fonds des éditions Rouff, un an plus tard⁴⁷.

Exceptionnelle sur le plan littéraire – « une œuvre unique dans toute la littérature du socialisme »⁴⁸, n'hésite pas à écrire Harvey Goldberg –, *L'Armée nouvelle* possède aussi une forte logique. Jaurès, on l'a vu, s'intéresse aux questions d'organisation militaire depuis son premier mandat de député et les réformes lancées par l'ancien ministre de la Guerre, le général Boulanger. Avant même de devenir socialiste, il a posé la distinction entre les deux formes de guerre et s'est employé à penser la défense nationale de la France. L'âpreté du débat avec Gustave Hervé comme avec les socialistes allemands l'oblige à approfondir ses thèses qui profitent alors de ses liens nouveaux avec le

46. Il s'agit d'une « Proposition de loi sur l'organisation de l'Armée » et de son « Annexe au procès-verbal de la séance du 14 novembre 1910 ».

47. Cf. Jean-Jacques Becker, « Introduction », in *ibid.*, p. 11.

48. Harvey Goldberg, *op. cit.*, p. 438. Sur *L'Armée nouvelle*, outre l'édition 2012 avec son appareil critique et l'introduction de Jean-Jacques Becker, voir *Lire L'Armée nouvelle*, *op. cit.*

milieu des « officiers républicains »⁴⁹, du jeune capitaine Henri Gérard⁵⁰ au vétéran dreyfusard Emile Mayer. Jaurès dispose par ailleurs d'une forte érudition historique sur la question, notamment depuis qu'il a étudié la Révolution française et son organisation d'une armée victorieuse. Enfin, Jaurès est hanté par les conséquences à coup sûr désastreuses d'un conflit moderne, utilisant un armement de plus en plus perfectionné. Au cours de l'une de leurs nombreuses rencontres, il décrit au capitaine Gérard la physionomie terrifiante des futurs champs de bataille. L'officier se souviendra des justes prophéties de son ami⁵¹.

L'Armée nouvelle s'adresse aux socialistes proches de Jean Jaurès, mais le livre fournit aussi une réponse à ceux qui accusent son auteur de trahir la patrie et d'ignorer la

49. Cf. Gilles Candar et Christophe Prochasson, « Jaurès et le milieu des officiers républicains », in *Jaurès et la défense nationale*, Actes du colloque de Paris, 22-23 octobre 1991, *Cahiers Jaurès*, n°3, p. 63-79.

50. Responsable de la rubrique des questions militaires à *L'Humanité*, le capitaine Henri Gérard est désigné dans *L'Armée nouvelle* sous le nom de « commandant Rossel » (cf. *ibid.*, p. 69 et suivantes). L'ouvrage est cependant dédié par l'auteur « à [son] ami le Capitaine Gérard auquel [il doit] les idées essentielles de ce livre » (*ibid.*, p. 31).

51. Cf. Marcelle Auclair, *La vie de Jaurès ou la France d'avant 1914*, Paris, Le Seuil, 1954, p. 538-539.

menace allemande de guerre contre la France. Jaurès l'envisage au contraire, au point qu'il imagine les moyens de remporter une victoire décisive sur l'agresseur : il s'agit d'une organisation inédite de l'outil militaire fondée sur l'invention d'une armée populaire ou « nation armée », le recours massif aux réserves, le « décasernement » des unités. Il envisage aussi un lien renouvelé de la société et du contingent, ce qui impliquerait la fin des armées permanentes, la transformation du commandement par la définition intellectuelle de l'officier, et enfin la capacité de cette « armée nouvelle » à être victorieuse dans ses contre-offensives et à garantir absolument l'intégrité de la nation. Une condition reste essentielle cependant : la réconciliation de l'internationalisme et du patriotisme dans la démocratie, la démocratie républicaine à laquelle Jaurès consacre des pages éclairantes.

Le 14 novembre 1910, afin d'avancer dans l'établissement de cette première organisation socialiste de la France, Jaurès dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi en dix-huit articles... Qui n'est pas mise en discus-

sion. La parution plus large, l'année suivante, de *L'Armée nouvelle*, ne rencontre pas non plus le succès espéré auprès du public. Les thèses de Jaurès sont peu reprises ou discutées, sinon avec ironie, voire avec dédain. Pourtant, l'histoire donnera en partie raison à Jaurès : la Première Guerre mondiale fut gagnée par la nation armée bien davantage que par les instances du militarisme discréditées par leur incompétence et leur brutalité. L'ampleur des pertes humaines et le traumatisme de la société française sont la preuve que la nation a participé massivement à la guerre, et à la victoire.

Le débat sur la réforme du service militaire – porté à trois ans pour riposter à la montée en puissance des effectifs allemands – donne à Jaurès l'occasion de relancer les propositions de *L'Armée nouvelle*. Les discussions sur la Loi de trois ans débutent en mars 1913, quand le ministère Briand dépose un projet de loi gouvernemental. Fort de sa compétence technique et de ses analyses politiques sur la défense nationale, Jaurès en devient l'un des opposants les plus déterminés et les plus inspirés. Selon lui, cette

réforme ne fait qu'accélérer la marche vers la guerre générale en Europe, la domination du nationalisme sur les opinions publiques et la puissance des intérêts impérialistes. Or ceux-ci n'ont cessé de s'amplifier depuis la publication de *L'Armée nouvelle*, particulièrement sur le terrain colonial.

LES GUERRES COLONIALES OU L'IMPÉRIALISME GUERRIER

Le 22 novembre 1909, à la Chambre, Jaurès dénonce la liberté d'action au Maroc dont bénéficie la France grâce à l'accord d'Algésiras. La résistance indigène et la lutte armée de plusieurs tribus, notamment dans les provinces de la Chaouia et de l'Oujda, puis dans la région de Fès, lui donnent raison. Le 26 avril 1911, le gouvernement ordonne aux troupes coloniales d'occuper la ville. En réaction, l'Espagne annexe la région nord du Maroc. Pour Jaurès, les aventures coloniales risquent d'entraîner l'Europe dans la guerre. Le 16 juin 1911, il interpelle le gouvernement depuis la tribune de la Chambre, s'alarmant des appétits coloniaux de la France en Afrique du Nord et annonçant d'inévitables ripostes allemandes. Celles-ci interviennent par la voix du secrétaire d'Etat Kiderlen qui, le 3 mai, se déclare favorable à ce que l'Allemagne occupe les ports d'Agadir et de Mogador. Le 1^{er} juillet 1911 éclate alors une nouvelle crise marocaine, après celle de Tanger, quand la canonnière de la marine

allemande Panther arrive à Agadir. Jaurès réagit dès le lendemain dans *L'Humanité* en exigeant « la fin de la politique coloniale » de la France. Une déclaration vaine, d'autant qu'il embarque fin juillet pour un voyage de plus de trois mois en Amérique latine.

Tandis que l'Angleterre se déclare prête à une guerre, la France et l'Allemagne décident finalement de négocier. Par le traité du 4 novembre 1911, la première cède une partie du Congo à la seconde qui, de son côté, renonce à ses intérêts au Maroc. Les nationalistes des deux pays dénoncent l'accord. Pour Jaurès, celui-ci a déjoué temporairement l'engrenage de la guerre. « Pour le moment, nous avons résolu la crise des relations franco-allemandes », écrit-il dans *L'Humanité* dès le 4 novembre 1911, saluant la solution de l'arbitrage pour résoudre les conflits internationaux⁵². Mais le problème de l'expansion coloniale et des menaces de guerre qu'elle installe jusqu'en Europe

52. Intervention de Jaurès lors du débat parlementaire sur la convention franco-allemande sur le Maroc et le Congo.

reste entier. Le traité franco-allemand n'a rien résolu sur le fond. Alors que la crise marocaine n'est pas encore surmontée, l'Italie se lance à l'assaut de la province ottomane de la Tripolitaine. Pour Jaurès, la France, avec sa politique au Maroc, est responsable de ce nouvel acte de conquête⁵³.

La contagion de la violence et de la guerre semble inévitable, d'autant que les nations sont de moins en moins enclines à choisir l'arbitrage et la raison. A la suite de l'accord franco-allemand, le gouvernement radical perd ses soutiens parlementaires au Sénat. Son chef, Joseph Caillaux, est contraint à la démission le 11 janvier 1912. Son successeur, Raymond Poincaré, réalise le protectorat sur le Maroc qui est imposé au sultan Moulay Hadid le 30 mars. Des émeutes éclatent aussitôt à Fès. Elles sont violemment réprimées par les troupes françaises.

53. « Conclusions générales », *La Dépêche*, 6 novembre 1911 (et *op. cit.*, p. 805).

Le 28 juin 1912, Jaurès prend la parole au cours du débat de ratification du traité de protectorat. Pour la première fois, il s'engage aux côtés des nations soumises et souligne la force de leur nationalisme. « Ce sont tous ces peuples, de toutes les races, jusqu'ici inertes ou qui le paraissaient, qui semblaient, pour nous, couchés dans un sommeil éternel et qui maintenant se réveillent, réclament leurs droits, affirment leur force, races de l'Afrique, races de l'Asie, le Japon, la Chine, l'Inde [...]. »⁵⁴ Encore une fois, Jaurès parle en vain. Le traité est ratifié à une très large majorité et Jaurès est de plus en plus isolé au milieu d'institutions et d'opinions toujours plus nationalistes. Ses positions en faveur de la paix et de l'arbitrage, son procès de l'impérialisme et du colonialisme, sa critique du militarisme font de lui une cible privilégiée des nationalistes. Jaurès n'en reste pas moins déterminé dans son combat contre la guerre et dans son effort pour le justifier aux yeux de l'opinion, comme auprès des socialistes français et européens.

54. Discours du 28 juin 1912 à la Chambre des députés, cité in Jaurès, *Rallumer tous les soleils*, op. cit., p. 855. Le terme « race » doit être entendu ici dans le sens de « peuple ».

L'isolement et les difficultés semblent même galvaniser son énergie. Le déclenchement des guerres balkaniques en octobre 1912 lui donne tragiquement raison dans son analyse de la guerre générale qui vient. Il mobilise toutes ses forces pour faire connaître ces affrontements particulièrement sanglants, préfiguration des guerres modernes, et pour faire comprendre le risque d'engrenage généralisé.

LES BALKANS, UNE ÉTAPE VERS LA GUERRE

Le 13 mars 1912, la Serbie et la Bulgarie jettent les bases de la Ligue balkanique que rejoignent ensuite la Grèce et le Monténégro. L'Empire ottoman est l'ennemi désigné de cette confédération d'États qui visent un agrandissement de leur territoire au détriment des possessions européennes de la Sublime Porte⁵⁵. Jaurès s'alarme aussitôt des risques de guerre. Ceux-ci augmentent au cours de l'été, puis au début de l'automne. Pour le Français, la logique est implacable, elle réside dans les guerres coloniales conduites au Maroc et en Tripolitaine par les puissances européennes. Il s'en explique dans *La Dépêche* du 6 octobre 1912 : « L'été dernier, toute l'Europe s'est demandé si elle n'était pas à la veille de la guerre à propos du Maroc. [Aujourd'hui], elle se demande si les affaires de Balkans ne vont pas déchaîner un conflit européen. La guerre éclatera-t-elle entre les quatre puissances balkaniques et la Turquie ? [...] La

55. La Sublime Porte était le terme utilisé le plus fréquemment en diplomatie pour désigner le gouvernement de l'Empire ottoman.

politique actuelle consiste simplement à compenser l'iniquité des uns par l'iniquité des autres. C'est l'infini dans l'injustice et le désordre. C'est un océan fangeux et qui n'a pas de rivage. Ah, vous êtes allé au Maroc ! Je vais en Tripolitaine ! Ah vous êtes allé en Tripolitaine, vous Italie ! Moi, Monténégro, moi Serbie, moi, Bulgarie, moi Grèce, je ne vise que la Turquie. A moi, la Macédoine ! A moi, l'Albanie ! A moi les îles de l'Archipel ! Où cela s'arrêtera-t-il ? »⁵⁶

Pour Jaurès, la « guerre générale » est en marche : « Les événements se développent avec une logique implacable. C'est la chaîne aimantée dont parlait Platon ; mais l'aimant est sinistre. Le Maroc a déterminé la Tripolitaine, et celle-ci met en branle la guerre des Balkans, qui risque fort de produire la guerre générale. Je sais bien que quelques "esprits sages" se flattent de "localiser" le conflit qu'on n'a pu prévenir. »⁵⁷ Les hostilités débutent en effet le 17 octobre 1912. Avec sa conquête du Maroc, la France

56. « Les nuées », *La Dépêche*, 6 octobre 1912 (et *op. cit.*, p. 833).

57. « Vers la guerre générale », *La Dépêche*, 12 octobre 1912 (et *ibid.*, p. 833).

est particulièrement responsable de la propagation de la guerre⁵⁸. Mais toute l'Europe est en cause, engagée dans une croisade coloniale contre le monde musulman qui met la paix mondiale en danger. L'enchaînement des conflits localisés a commencé⁵⁹.

Dans ce qu'elle démontre aux Balkans, la guerre est la ruine de l'humanité. Non seulement elle la brise par ses destructions matérielles et morales, mais en plus elle la détourne de missions nobles et nécessaires comme le progrès et la justice sociale. Dans *L'Humanité* du 25 novembre 1912, Jean Jaurès avertit solennellement de cette conjonction des

58. « Les hommes d'Etat mégalomanes et aveugles qui ont décidé du destin de la France ont donné au contraire le signal d'une agitation européenne dont le reflux terrible s'avance maintenant vers nous. De la semence empoisonnée du Maroc est sorti un arbre immense et funeste dont l'ombre meurtrière a pesé sur la Tripolitaine, s'allonge sur les Balkans et couvrira peut-être demain toute l'Europe. Ce sera cet arbre maudit dont parle Dante, dont chaque rameau, quand on le brise, laisse échapper des gouttes de sang. » (« Doux mystère », *La Dépêche*, 23 octobre 1912, et *ibid.*, p.835).

59. « C'est pour se ménager des facilités au Maroc que la France de M. Delcassé a dit à l'Italie *Prends la Tripolitaine !* Et c'est l'expédition de Tripolitaine qui a été la cause la plus immédiate de l'ébranlement des Balkans. Il n'est personne qui le conteste. Bien mieux, l'opération de Bosnie-Herzégovine elle-même a été favorisée par là. Ni l'Italie, qui rêvait à Tripoli, ni la France engagée au Maroc ne pouvaient tenter la moindre opposition morale à l'entreprise autrichienne. L'Autriche aurait été très embarrassée pour violer un traité international, si elle n'avait pas dit tout bas à l'Italie, *moi aussi, je vous permets la Tripolitaine*. Et si elle n'avait pas dit à la France, *vous savez bien qu'à la Conférence d'Algésiras, j'ai été aimable pour vous et complaisante à vos ambitions marocaines. Payez-moi de retour*. Et ainsi l'affaire marocaine, la première dans la série des causes, a été le nœud d'une commune entreprise européenne contre le monde musulman. » (« Confédération balkanique », *La Dépêche*, 6 novembre 1912, et *ibid.*).

menaces. C'est « l'odeur de charnier » : « Quand donc pourrons-nous, débarrassés des menaces de guerre, donner tout notre effort, toute notre pensée aux grandes œuvres sociales, à l'éducation populaire, si insuffisante encore, à la réforme fiscale, si longtemps ajournée et que le Sénat est en train de mutiler misérablement, à l'assurance nationale contre tous les risques, à l'organisation et à l'affranchissement politique de la démocratie par la réforme électorale et la constitution sérieuse des partis ? » Cependant, Jaurès constate que les forces belliqueuses reculent en face de « la réprobation des peuples »⁶⁰, surtout lorsque ceux-ci s'organisent indépendamment des États et des gouvernements. C'est tout l'enjeu de l'Internationale et du combat contre la guerre qui justifie le congrès exceptionnel de Bâle. Puisqu'il « paraît maintenant que l'hypothèse d'un conflit universel puisse être soulevée à propos des affaires d'Albanie », l'urgence impose la mobilisation totale des partis socialistes d'Europe⁶¹.

60. « L'odeur de charnier », *L'Humanité*, 25 novembre 1912.

61. « A Bâle », *La Dépêche*, 15 novembre 1912 (et *op. cit.*, p. 836).

L'INTERNATIONALE MOBILISÉE

Réuni à Bruxelles le 28 octobre 1912 en pleines guerres balkaniques, le Bureau socialiste international (BSI) décide de convoquer un congrès extraordinaire. Il se tient à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. L'unique point mis à l'ordre du jour concerne la situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre. Il s'agit de faire la démonstration de la puissance du prolétariat mondial en faveur de la paix. Le congrès s'ouvre dans la cathédrale (prêtée par l'Église protestante) sous la présidence du Belge Edouard Anseele, et en présence de cinq cent cinquante-cinq délégués et de nombreux militants venus assister à cette réunion capitale. Jaurès souligne tout l'enjeu de cette rencontre : « Le Congrès international de Bâle, concentrant en une parole unique toutes les voix socialistes et ouvrières qui vont s'élever dans toutes les capitales de l'Europe, signifiera que la classe ouvrière européenne est résolue à fonder la solidarité des nations, à sauver la civilisation humaine. Et il invitera tous les travailleurs, tous les

démocrates, à un effort permanent pour la paix et pour le droit. »⁶²

C'est encore Jaurès qui prononce le discours le plus saisissant, depuis la chaire de la cathédrale. S'inspirant du Chant de la Cloche de Schiller, il s'adresse aux participants – « les vivants » – avec toute la solennité qu'appellent la situation tragique des Balkans et la menace de guerre générale : « Nous avons été reçus dans cette église, au son des cloches qui me parut, tout à l'heure, comme un appel à la réconciliation générale. Il me rappela l'inscription que Schiller a gravée sur la cloche symbolique : *vivos voco, mortuos plango, fulgura frango*. *Vivos voce* : j'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon. *Mortuos plango*, je pleure les morts innombrables couchés là-bas, vers l'Orient, et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords. *Fulgura frango* : je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées. » Pourtant, pour Jaurès, cette « parole d'espérance [...] ne

62. « Effort permanent », *La Dépêche*, 21 novembre 1912 (et *ibid.*, p. 837).

suffit pas. Pour empêcher la guerre, souligne-t-il, il faudra l'action concordante du prolétariat mondial »⁶³.

C'est tout l'objet du congrès de Bâle. Le rôle actif du BSI et le programme d'action contre la guerre soumis aux délégués ne peuvent néanmoins éclipser les profonds désaccords entre les différents partis socialistes, particulièrement entre les Français et les Allemands. La condamnation de la guerre est une chose, l'élaboration d'une politique de lutte en est une autre. L'Écossais James Keir Hardie et Edouard Vaillant prônent la grève générale, et même l'insurrection de la classe ouvrière. Mais les délégués ne parviennent pas à se mettre d'accord sur des actions concrètes. Une motion finale est bien votée, préservant l'unité du mouvement, mais elle se contente de charger le BSI d'une mission de surveillance et de documentation des événements à venir. Commentant le bilan du congrès, Jaurès reconnaît qu'« il n'est pas possible de donner une réponse d'une certitude mécanique à cette

63. « J'appelle les vivants », in Jean Jaurès, *Textes choisis*, introduction et notes de Madeleine Rebérioux, Paris, Éditions sociales, 1959, p. 211-215.

question formidable » de savoir ce que les « travailleurs de tous pays » et leurs délégués feront en cas de guerre. Il compte toujours sur l'esprit de responsabilité et la force de décision de la France républicaine. « Il est permis d'espérer, ajoute-il, que nous échapperons à cette crise et que nous préviendrons la guerre, si nous utilisons, par une propagande de paix, par une affirmation vigoureuse de paix, les jours de délai qui nous sont laissés pas le destin. »⁶⁴ Mais la formule « propagande de paix » est contestée à l'intérieur même des rangs du socialisme français. Le germaniste Charles Andler reproche à Jaurès de se faire des illusions sur le pacifisme de la social-démocratie allemande et de ne pas comprendre qu'elle sera solidaire de la dynastie de Hohenzollern.

64. « Ce qui est sûr », *La Dépêche*, 30 novembre 1912 (et *ibid.*, p. 837).

A L'ASSAUT DE LA POLITIQUE NATIONALE

Pour Jaurès, on l'a dit, la première condition d'une politique de paix en Europe réside dans la force diplomatique d'une France républicaine, démocratique et indépendante. Or celle-ci tend progressivement à s'aligner sur les intérêts de la Russie qui encourage les Etats slaves des Balkans à l'offensive contre l'Empire ottoman. Le traité serbo-bulgare du 13 mars 1912 est fortement soutenu par la Russie et son ambassadeur à Paris, l'ancien ministre des Affaires étrangères du tsar, Izvolski. Pour Jaurès, la pression russe sur les autorités françaises est inacceptable, d'abord parce que la Russie joue le jeu de la guerre, ensuite parce que la France, en se soumettant ainsi à une diplomatie étrangère, perd toute capacité d'action, enfin parce que ces manœuvres se font dans le secret des chancelleries, sans contrôle ni concertation des opinions et des Parlements. La paix est doublement compromise, et l'alignement de la France sur la Russie n'est que la suite logique de sa complaisance coupable pour la diplomatie secrète et les prétentions de ses alliés : dans *L'Humanité* du 21 mai 1912, Jaurès dénonce le

risque de voir son pays et l'Europe entière entraînés dans un conflit dans les Balkans, prélude à une guerre générale qui serait « le plus terrible holocauste depuis la guerre de Trente ans ». Et dans *La Dépêche*, à ceux qui imaginent encore pouvoir « localiser le conflit » [au Maroc, en Tripolitaine, dans les Balkans], il leur oppose leurs illusions, compte tenu de l'état de secret, de désunion et de « duplicité » de la diplomatie européenne⁶⁵.

Le réarmement des grandes puissances renforce la menace de guerre générale. Aussi Jaurès prend-il la tête du combat contre la Loi de trois ans défendue au Parlement à partir du 6 mars 1913 par le président du Conseil, Aristide Briand. Le successeur de ce dernier, Louis Barthou, un proche du nouveau président de la République Raymond Poincaré, transforme le projet en une véritable croisade nationaliste : tout adversaire de la loi est systématiquement renvoyé dans le camp des antipatriotes. La tâche se révèle difficile pour les socialistes⁶⁶, à commencer par Jaurès que

les nationalistes tentent de faire taire par tous les moyens, y compris par la violence physique comme à Nice le 8 mars 1913⁶⁷. Mais il ne manque pas d'arguments et il a déjà commencé à les défendre : dès le 9 décembre 1912, il a présenté à la Chambre une proposition alternative à la Loi de trois ans alors en préparation : il s'agissait tout simplement d'une nouvelle mouture de *L'Armée nouvelle*⁶⁸.

Il place également le parti socialiste en ordre de bataille lors du congrès de Brest, du 23 au 27 mars 1913, qui adopte une motion contre la Loi des trois ans et en faveur de la collaboration franco-allemande, de l'arbitrage international et de l'armée populaire. Le 25 mai 1913, il tient un meeting géant au Pré-Saint-Gervais, réunissant plus de cent cinquante mille personnes. A la Chambre, il trouve des alliés chez Joseph Caillaux et ses amis radicaux. Les débats parlementaires s'étendent du 2 juin au 7 août, date à laquelle le projet de loi est adopté par le Sénat. Jusqu'au

65. « Le salut », *La Dépêche*, 16 octobre 1912 (et *ibid.*, p. 834).

66. Cf. Elisa Marcobelli, *La France de 1914 était-elle antimilitariste ?*, op. cit.

67. Max Gallo se souviendra que son père, ce jour-là, « avec quelques autres [...] défendit Jaurès contre ceux qui voulaient l'empêcher de parler » (Max Gallo, *Le Grand Jaurès. Biographie*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 7).

68. In *L'Armée nouvelle*, p. 515-561 (édition de 2012).

bout, et même après l'adoption du texte, Jaurès continue de porter la bataille du non, occupant la tribune à de nombreuses reprises. « Jamais, même aux plus durs moments de l'affaire Dreyfus, relève Harvey Goldberg, Jaurès ne s'était jeté lui-même au-devant d'une telle tempête. Il ne prit pas un instant de pause, il ne céda pas un pouce de terrain. »⁶⁹

Ce qui anime Jaurès, c'est la conviction qu'au-delà de l'intervention du prolétariat européen et des ressources de l'arbitrage, la France a un rôle capital à jouer pour empêcher la guerre en Europe. Pour cette raison, il mène trois engagements de front, au niveau de l'Internationale et du BSI, en faveur de la diplomatie du droit, et surtout au-devant des dirigeants français pour les amener à refuser la guerre et le piège de l'allié russe.

Ce dernier combat – il ne le sait pas encore mais il pressent que sa vie peut être en danger – amène Jean Jaurès à

69. Harvey Goldberg, *op. cit.*, p. 504.

mobiliser toute sa connaissance des milieux politiques français et des relations internationales. Il peut compter sur le soutien d'une opinion publique qui dépasse l'audience de la SFIO, sur la solidarité de nombreux camarades, sur son journal *L'Humanité*. Les six derniers mois de sa vie ne sont qu'un combat pour la paix. Il croit jusqu'au bout dans l'entente des forces démocratiques – et pas seulement socialistes – pour détourner l'Europe de la conflagration générale.

AU BORD DE LA FALAISE

Le 22 janvier 1914, à Paris, Jean Jaurès salue la mémoire de son ami Francis de Pressensé qui vient de mourir. Il intervient au nom du parti socialiste lors de l'hommage rendu par la Ligue des Droits de l'homme à son ancien président. Il évoque le dreyfusard et libéral devenu socialiste et pacifiste, partisan du rapprochement de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre pour « une force de justice », « une force de paix », « une force d'intégrale libération ». Francis de Pressensé, l'« un des plus courageux artisans du rapprochement avec l'Allemagne » selon Jaurès, avait un rêve, celui de dépasser les sources de « nouveaux conflits sanglants et aventureux entre la France et l'Allemagne » grâce à « la libération pacifique, [la] libération par la montée de la justice générale dans la paix universelle garantie ». Car la lutte, commente Jaurès, « n'est plus entre les Etats, mais, dans toute l'Europe, entre la démocratie politique et sociale d'un côté et l'oligarchie rétrograde et militariste de l'autre ». Faire le pari de « la démocratie politique et sociale » permet non seulement

« la libération des individus, non seulement la libération des classes, mais la libération de tous les fragments de peuples opprimés par la conquête⁷⁰ ».

L'introduction de la justice dans les relations internationales est la garantie de la paix dans le monde. Elle stipule notamment que la diplomatie secrète et les « clauses inconnues » doivent être bannies des traités. « Ce rêve prend corps. Demain, l'Alsace-Lorraine retrouvera la liberté, assure Jaurès, comme elle deviendra la première libératrice de l'Allemagne, celle qui inocule à l'Allemagne militariste, féodale et impériale, une parcelle du génie révolutionnaire de la France. » Il voit les provinces perdues et retrouvées « marcher derrière le cercueil de Francis de Pressensé ». Aux étudiants qui l'écoutent dans la salle des Sociétés savantes, rue Danton, Jaurès fait d'une « œuvre de combattant », où la science nourrissait l'action, comme l'action appelait toujours à plus de connaissance et de lumière, une leçon pour le présent. Alors que le monde

70. « Discours de M. Jean Jaurès », *Bulletin de la Ligue des Droits de l'homme*, 1^{er} février 1914, cité in Jaurès, *Rallumer tous les soleils*, op. cit., p. 910.

bascule dans les haines et les passions, il conjure son auditoire de suivre l'exemple de Pressensé, de toujours privilégier « le parti de la justice »⁷¹.

Constatant la force de l'idée socialiste, les progrès de l'unité socialiste en France et en Europe, et la cohérence de la réponse à la guerre par la liberté et la démocratie, Jaurès est confiant dans l'avenir. Il ne croit pas seulement dans les capacités de l'Internationale, il fonde aussi ses espoirs de paix dans l'arbitrage et dans le rôle particulier de la France portée par sa liberté et sa démocratie. Trop confiant, il ne mesure ni les difficultés de l'entente entre les partis socialistes, ni le manque d'imagination et de courage des dirigeants français, ni enfin la montée du bellicisme en France et en Allemagne, comme le montre l'enchaînement fatal des événements dans les Balkans.

Jaurès se refuse à être trop alarmiste afin de ne pas contredire son analyse des forces de paix. Au contraire, il

71. *Ibid.*, p. 912.

cherche, dans les premiers mois de 1914, à donner corps au rêve de Pressensé. Il jette toutes ses forces dans la bataille, agissant sur différents fronts dont celui, prioritaire pour lui, de l'action socialiste. Il veut peser sur l'Internationale et sur le BSI. Au niveau national, il est l'artisan d'importants progrès électoraux de la SFIO. Un accord de désistement est négocié avec les radicaux dirigés par Joseph Caillaux, sur la base de l'impôt sur le revenu et du refus de la Loi des trois ans. Aux élections générales d'avril-mai 1914, cent trois députés sont élus et lui-même est réélu dès le premier tour à Carmaux avec près de 59 % des suffrages.

Le 28 juin 1914, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche, héritier de l'Empire austro-hongrois, est assassiné par Gavrilo Prinzip, un étudiant serbe. La nouvelle passe largement inaperçue en France. L'opinion se passionne pour le procès de Madame Henriette Caillaux, épouse du ministre des Finances, accusée du meurtre du directeur du *Figaro*. De leur côté, le président de la République Raymond

Poincaré et le président du Conseil, l'ancien socialiste indépendant René Viviani, maintiennent leur voyage auprès de l'allié russe. Jaurès lui-même ne s'alarme pas : dans l'immédiat, il s'emploie à faire adopter le principe de la grève générale contre la guerre au congrès extraordinaire du parti socialiste qui se tient à Paris le 14 juillet. En même temps, Jaurès s'adresse à tous les Français : il leur explique que la défense de la paix est un acte patriotique. Le socialisme n'éloigne pas les citoyens de leur nation quand il s'interroge sur l'humanité. Jaurès n'écrivait pas autre chose trois ans plus tôt, dans *L'Armée nouvelle*⁷².

72. « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. » (*L'Armée nouvelle*, op. cit., p. 418).

LA MORT AU COMBAT

Le 23 juillet, alors que Raymond Poincaré et René Viviani rentrent en France, l'annonce de l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie arrive dans les chancelleries. Bénéficiant de « l'entier appui de l'Allemagne », l'empereur austro-hongrois brandit la menace de la guerre sans attendre de connaître les responsabilités exactes de la Serbie dans l'attentat du 28 juin.

Jean Jaurès télégraphie aussitôt au BSI pour demander qu'il réunisse ses membres de toute urgence. Le soir, venu soutenir Marius Moutet dans une élection partielle à Vaise, un quartier de Lyon, il ne cache pas son extrême inquiétude face à la guerre qui s'annonce : « Vous avez vu la guerre des Balkans ; une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux, une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur

trois cent mille. Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. »

Jean Jaurès compte toujours sur la force de mobilisation du prolétariat européen pour s'opposer à la guerre. « Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis, et en attendant, s'il nous reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe. Déjà, dans le *Vorwärts*⁷³, nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche, et je crois que notre bureau socialiste international est

73. *Vorwärts* (« En avant ») est un journal allemand, organe central du parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

convoqué. Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Allemands, Italiens, Russes, et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar. J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui puisse croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix. »

Jaurès prend alors la tête du combat contre la guerre qui n'a jamais été aussi proche, même si, dans l'immédiat, la

France et l'Allemagne ne sont impliquées qu'au travers de leurs alliés. Il rédige et fait adopter par le groupe parlementaire socialiste une motion de soutien au gouvernement français, et exprime son inquiétude devant la politique russe. Il se rend à Bruxelles les 29 et 30 juillet pour la réunion du BSI. Là, dès son arrivée au grand meeting, il prend la parole. C'est son « dernier discours », selon l'expression de l'historien Jean Stengers⁷⁴. Le soir, il peut écrire, confiant, dans *La Dépêche* qui paraîtra le 30 : « Partout le socialisme international élève la voix pour condamner les méthodes de brutalité, pour affirmer la commune volonté de paix du prolétariat européen. »⁷⁵ En réalité, les membres du BSI se contentent de signer un manifeste.

Dans l'après-midi du 30, de retour à Paris, il apprend la nouvelle de la mobilisation partielle des Russes. Il se précipite à la Chambre, réunit le groupe socialiste et l'informe des décisions de Bruxelles. Puis il est reçu à la tête d'une

74. Jean Stengers, « Le dernier discours de Jaurès », in *Jaurès et la nation*, op. cit., pp. 85-106.

75. « L'oscillation au bord de l'abîme », *La Dépêche* de Toulouse, 30 juillet 1914.

délégation socialiste par René Viviani, son ancien ami et compagnon de lutte. Le président du Conseil temporise, élude le bellicisme des dirigeants russes, et rassure Jaurès comme ce dernier le confie ensuite au député Albert Bedouce qui l'accompagne : « Si nous étions à leur place, je ne sais pas ce que nous pourrions faire de mieux pour assurer la paix. » Selon son biographe Max Gallo, Jaurès a été « neutralisé »⁷⁶ par la duplicité de Viviani qui ne l'a pas averti de l'application du Carnet B en cas de manifestations contre la guerre⁷⁷. Le soir, au siège de *L'Humanité*, Jaurès rencontre les dirigeants de la CGT et leur demande de remettre au 9 août la manifestation monstre prévue le 2 dans la capitale, après l'ouverture du congrès de l'Internationale que le BSI a fixé à Paris. Puis Jaurès écrit une tribune intitulée « Sang-froid nécessaire » qui paraît à la une du quotidien dès le lendemain.

76. Max Gallo, *Le Grand Jaurès*, op. cit., p. 577.

77. Mis en place sous la III^e République, le Carnet B, outil de surveillance des personnes susceptibles d'actes d'espionnage, avait été étendu aux antimilitaristes (militants ouvriers, syndicalistes, anarchistes) susceptibles de s'opposer à la mobilisation du service national. Voir à ce sujet l'étude de Jean-Jacques Becker, *Le Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Klincksieck, 1973.

Alors que l'Europe peut basculer dans la guerre à tout instant, Jean Jaurès appelle tous les militants socialistes de la Seine à se rendre à une réunion, le dimanche 2 août au matin, salle Wagram, « où sera définie l'action que l'Internationale attend de nous. Des réunions multipliées tiendront en action la pensée et la volonté du prolétariat et prépareront la manifestation assurément magnifique qui préludera aux travaux du Congrès international. Ce qui importe avant tout, c'est la continuité de l'action, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrières. Là est la vraie sauvegarde. Là est la garantie de l'avenir. »

En dépit de la situation extrêmement préoccupante, et même pour cette raison précisément, Jaurès demande à ce que l'on « garde partout la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison ». Il ne croit pas que « la situation internationale soit désespérée. [...] Toute chance d'arrangement pacifique n'a pas disparu », comme il l'observe avec le début de négociations directes entre la Russie et l'Autriche. Le sang-froid est nécessaire, puisque la vraie menace de guerre réside moins dans « les dispositions

réelles des chancelleries, si coupables qu'elles puissent être », que « dans l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions subites qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée ».

Ce sang-froid, Jaurès le trouve dans « l'intelligence du peuple ». « C'est à sa pensée que nous devons aujourd'hui faire appel si nous voulons qu'il puisse rester maître de soi, refouler les paniques, dominer les énervements et surveiller la marche des hommes et des choses, pour écarter de la race humaine l'horreur de la guerre. » Jaurès considère qu'il n'y a pas de fatalité dans la marche des événements. Si « le péril est grand », il n'est pas « invincible », à condition de garder « la clarté de l'esprit, la fermeté du vouloir ». Ainsi peut-il conclure : « La vue nette du devoir nous donnera la force de le remplir. »

Ce 31 juillet, quand cet article paraît dans *L'Humanité*, Jaurès s'emploie à appliquer sa méthode. Ses rencontres, ses démarches, lors du dernier jour de sa vie et du dernier

jour de paix en Europe, répondent à cet objectif de connaissance et de sang-froid. Tôt le matin, il reçoit son ami proche Lucien Lévy-Bruhl dans sa maison de Passy. Puis il se rend au Palais-Bourbon où l'inquiétude des députés socialistes grandit. Le ministre de l'Intérieur Louis Malvy a annoncé l'interdiction des manifestations prévues par la CGT. A cela s'ajoutent des nouvelles alarmantes de Saint-Pétersbourg et de Berlin qui se préparent à la guerre. Jaurès comprend alors qu'il a accordé une confiance excessive au gouvernement français. Il demande à voir Viviani, mais celui-ci est occupé avec l'ambassadeur d'Allemagne. Le sous-secrétaire Abel Ferry écoute Jaurès accompagné des députés Bedouce, Cachin, Longuet et Renaudel. Jaurès accuse le gouvernement de faiblesse à l'égard de la Russie qui recherche la confrontation générale. Il faut, insiste Jaurès, que les Russes et les Allemands acceptent la médiation proposée par les Anglais. « Là est le devoir, là est le salut. » Abel Ferry élude. Puis il demande ce que feront les socialistes en cas de conflit effectif. « Nous continuerons notre campagne contre la guerre », répond Jaurès. Ferry lui rétorque : « Non, vous n'oserez pas, car vous serez

tué au premier coin de rue. » Jaurès menace : « Je vous jure que si dans pareilles conditions, vous nous conduisez à la guerre, nous nous dresserons, nous crierons la vérité au peuple. [...] Vous êtes victimes d'Isvolski [l'ambassadeur russe] et d'une intrigue russe : nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés ! » Ce sont les derniers mots de Jaurès. Au départ de la délégation, Ferry glisse à Bedouce que « tout est fini, il n'y a plus rien à faire »⁷⁸.

Jaurès repart vers *L'Humanité* pour rédiger l'« article décisif », celui qui révélera les compromissions du gouvernement, la faillite des élites incapables de courage, de clairvoyance et de volonté. « Je vais écrire cette nuit une sorte de *J'accuse* où je dénoncerai les causes et les responsables de cette crise », aurait-il déclaré⁷⁹. Pour Harvey Golberg, « comme Zola l'avait fait avant lui, il en appellerait à l'opinion publique pour refouler la marée de l'histoire »⁸⁰. Mais

78. Cf. Vincent Duclert, *Jaurès 1859-1914. La politique et la légende*, Paris, Autrement, coll. « Vies parallèles », 2013, p. 246-247.

79. *Le procès de l'assassin de Jaurès*, p. 391.

80. Harvey Goldberg, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 541.

Jaurès décide d'abord de dîner rapidement au restaurant du Croissant tout proche du 142 rue Montmartre, le siège du journal. Là, il s'attable dos à la fenêtre, entre Renaudel et Landrieu. Sont aussi présents Longuet, Dubreuil, Daniel Renault, Maurice Bertré, Marius Viple, Ernest Poisson, et Georges Weill. La nuit commence à tomber. A 21 h 40, le rideau qui sépare la salle de la rue se soulève. Deux coups de feu sont tirés presque à bout portant sur Jaurès, l'un le touche à la tête. L'assassin, Raoul Villain, est aussitôt maîtrisé par Renaudel qui le remet à la police. C'est un jeune homme d'à peine dix-neuf ans, à la personnalité fragile, fils d'un greffier au tribunal de Reims, vaguement étudiant en archéologie à l'École du Louvre. Convaincu par la propagande de l'Action française que Jaurès est l'homme à abattre, il a commis le geste irréparable.

Jaurès est tué sur le coup. Surgi au moment du drame, le capitaine Gérard, l'officier républicain dont l'aide a été décisive pour la rédaction de *L'Armée nouvelle*, décroche de son manteau sa croix de la Légion d'honneur et la pose sur la poitrine de Jaurès. Devant le restaurant et autour de

L'Humanité, la foule grandit bientôt. Renaudel l'enjoint de ne pas manifester. Ceux qui croyaient la paix encore possible sont écrasés par la nouvelle. Pour ces derniers, l'assassinat de Jaurès fait disparaître le dernier rempart contre la guerre.

En réalité, la guerre a bel et bien commencé ; rien ne peut plus l'arrêter. Jaurès s'était fait des illusions sur les moyens de la stopper, que ce soit le sang-froid des dirigeants français devant les pressions russes, ou l'unité des prolétariats prêts à la grève générale, ou encore l'arbitrage international par le droit. Jaurès est le premier mort d'une guerre qui va transformer le monde.

LES VRAIES VICTOIRES. DES « FORCES MORALES DÉTERMINANTES »

Même s'il y a laissé sa vie, Jean Jaurès a mené contre la guerre le combat qu'il s'est donné. Il ne la rejetait pas par principe : il refusait seulement la guerre de conquête et d'oppression des peuples. Il l'acceptait lorsqu'elle était conduite par des démocraties, lorsqu'elle constituait le dernier et le seul moyen de combattre la conquête et la terreur des Etats militaristes. C'est dans cet esprit qu'il a tout tenté, durant les dix années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, afin de maintenir la paix et de la rendre durable. A tort, le leader socialiste incarne, aux yeux de ses contemporains et de la postérité, le pacifisme à outrance : le pacifisme qui tolère la servitude ou la soumission mais qui refuse l'usage de la violence, le pacifisme auquel on reprochera la défaite de 1940, l'armistice et Vichy. Cette identification de Jaurès au refus absolu de la guerre explique en partie pourquoi sa mémoire a été si peu évoquée dans la Résistance⁸¹. Quant aux pacifistes de

81. Cf. Vincent Duclert, *Jaurès 1859-1914, op. cit.*, p. 118-120.

l'entre-deux-guerres, ils s'honoraient d'un tel patronage jaurésien, ennobli par le martyre de la mort pour la paix.

Pourtant, Jaurès accordait aux démocraties le droit de se défendre par les armes jusqu'à la victoire sur l'ennemi. Dans *L'Armée nouvelle*, il n'envisageait pas seulement une organisation militaire inédite, capable tout à la fois de conjurer les dangers du militarisme et de dissuader des nations hostiles d'attaquer la France. Jaurès a réfléchi aux guerres alors à venir et à la manière dont une démocratie comme la France républicaine pouvait s'y engager pour défendre ses libertés et son indépendance. « Si la guerre éclate demain entre la France et l'Allemagne, quelle en sera la forme ? s'interrogeait-il dans le chapitre V. L'Allemagne pratiquera certainement l'offensive. [...] Elle envahira brusquement le territoire français et elle cherchera à frapper d'emblée sur le gros des forces françaises à peine rassemblées un de ces coups formidables qui assomment l'adversaire ou le laissent au moins si étourdi, si chancelant qu'il ne peut, même dans la suite d'une lutte prolongée, retrouver la pleine énergie du combat et l'élan

de la victoire. Que ce soit demain la méthode allemande, tout l'indique. »⁸²

A l'inverse, l'offensive ne pouvait être le choix de la France, expliquait Jaurès, contredisant « tout notre enseignement militaire depuis vingt années ». Ecrivains et techniciens militaires professaient selon lui une double erreur, tactique et morale : « Se croyant obligés de répondre à la brusque offensive allemande par une offensive de même ordre, [ils] se font les imitateurs et les esclaves de l'adversaire. »⁸³ Jaurès leur opposait « une méthode tout autre ». « C'est en mettant dans la défensive la même logique que les Allemands mettent dans l'offensive que la France libérera d'eux sa stratégie et restituera à sa propre armée l'autonomie de la pensée, la liberté de mouvement, la force et l'audace de la volonté propre. » Cette « méthode défensive totale », conduite par une armée de citoyens et des officiers compétents, était censée se muer « en offensive irrésistible », permettant de mettre en œuvre « toutes les

82. *L'Armée nouvelle*, op. cit., p. 125.

83. *Ibid.*, p. 135.

énergies de la France [...] pour son salut ». En d'autres termes, selon lui, la défense n'empêchait pas la victoire, et il expliquait encore de quelle manière elle restait possible, à la manière d'un stratège militaire des plus aguerris : en s'appuyant sur la contre-offensive, capable selon lui d'assurer la victoire après qu'une défense méthodique a désorganisé et égaré l'ennemi⁸⁴.

« C'est la France menacée, la France envahie qui aura imposé sa loi à l'adversaire, insistait encore Jaurès ; elle lui aura dérobé le bénéfice des premières batailles foudroyantes qu'elle escomptait. Elle l'aura obligé à livrer des combats de fond, non pas sur le terrain qu'il avait choisi [...] mais sur le terrain déterminé par la France elle-même. Elle l'aura obligé à se mesurer, non pas avec une

84. « Il ne s'agit pas d'une défensive inerte et passive, mais, au contraire, d'une défensive passionnée qui ramasse des énergies pour produire des effets décisifs, pareille à un grand cœur ardent qui recevrait tout le sang du pays pour mieux animer le combat. La portion même du territoire qu'il faudra abandonner d'abord à l'invasion pour concentrer ses forces, la France ne l'abandonnera pas sans résistance. Les forces combattantes des régions frontalières et des régions les plus voisines formeront une sorte de grande avant-garde de couverture qui disputera le terrain par l'occupation des passages, par des retranchements mobiles. Seulement, elle ne s'engagera pas à fond. Sa fonction sera de fatiguer et de retarder l'offensive ennemie, non pas de la rompre, et elle se repliera sur la zone de concentration nationale. [...] De la nation armée rassemblée pour les grands combats jaillira enfin une contre-offensive audacieuse. » (*ibid.*, p. 152).

trop faible avant-garde hâtivement détachée de la nation armée, mais avec la nation armée elle-même. Et elle l'aura contraint ou d'accepter la bataille dans les conditions les plus défavorables pour lui, ou de renoncer à la méthode de combat qu'il avait choisie. »

Ainsi l'invention d'une armée nouvelle et d'une défensive victorieuse aurait-elle permis à la France de poursuivre dans la voie d'une « politique de paix et d'équité »⁸⁵ tout en se donnant les moyens et l'énergie de se battre. La défense de la paix devait donner aux combattants d'une nation ayant choisi cette politique un avantage considérable en les associant à un but noble, à des raisons de guerre qui dépassent la seule injonction nationale pour embrasser un devoir d'humanité. Il s'agissait de « forces morales » capables de déterminer l'issue des combats et de changer les guerres, à l'inverse des nations assaillantes, vivant pour la guerre et qui ne disposent, pour mobiliser les énergies, que de l'ivresse nationaliste ou de la contrainte des corps par les esprits exigeants des régimes de dictature.

85. *Ibid.*, p. 153.

« Un peuple qui, voulant la paix, en a donné la preuve à lui-même et au monde ; un peuple qui, jusqu'à la veille de la guerre, a offert de soumettre le litige à l'arbitrage de l'humanité civilisée, un peuple qui, même dans l'orage déchaîné, demande encore au genre humain d'évoquer à lui le conflit, ce peuple-là a une telle conscience de son droit qu'il est prêt à tous les sacrifices pour sauver son honneur et sa vie. Il est résolu à la résistance indomptable et prolongée. Au contraire, dans la nation qu'un mouvement d'orgueil et de proie aura jetée à une guerre d'agression, le malaise grandit d'heure en heure. Trouble de conscience : quelle sinistre besogne nous impose-t-on ? Trouble d'esprit : qui sait ce que le désespoir et la révolte du droit blessé inspireront au grand peuple assailli ? Ces inquiétudes de la conscience et de la pensée, le gouvernement de conquête et de violence ne peut les étourdir que par la soudaineté et la violence des coups portés à l'adversaire. Il faut qu'il verse d'emblée, à son peuple qui s'émeut, une ivresse de violence triomphante, un alcool de victoire. »⁸⁶

86. *Ibid.*, p.153.

JAURÈS COMBATTANT. UN HISTORIEN PHILOSOPHE DANS LE SIÈCLE

A la relecture de *L'Armée nouvelle*, on comprend bien le sens des engagements de Jaurès durant les derniers mois de sa vie, lorsqu'il donna le sentiment à ses contemporains de n'envisager que la paix et l'internationalisme, de se dérober à la guerre et à la nation. Aller jusqu'au bout d'un processus de paix général en Europe et dans le monde était de son point de vue la meilleure façon de doter la France des armes de la victoire militaires en lui apportant des « forces morales » décisives. Repoussant l'offensive allemande, la France n'aurait pas seulement défendu sa patrie mais aussi la possibilité de la paix et l'avenir de l'humanité. Les « forces morales » donnent au combattant autant de sang-froid que de claire conscience de leur mission⁸⁷. La France l'a prouvé dans le passé, ajoute Jaurès : à Valmy quand les soldats « soutinrent d'abord,

87. « Sa stratégie de la défensive, du repliement, de la concentration totale suppose dans les âmes une fermeté, une sorte de sérénité inviolable que, seule, la clarté du droit certain y peut répandre. » (*Ibid.*, p.154).

avant de s'ébranler eux-mêmes pour l'assaut, la furieuse canonnade de l'ennemi », en 1870 quand la France prolongea « sa résistance au point de donner de l'inquiétude au vainqueur »⁸⁸.

Ainsi, Jaurès ne s'est-il pas enfermé dans un dogme de la paix, mais il a proposé une affirmation des démocraties et de leur défense implacable. Il a érigé le devoir de penser la guerre de demain et l'armée d'aujourd'hui en responsabilité politique majeure. « C'est cette espérance de la paix, c'est cette certitude de la paix qui me soutient, je l'avoue, à travers les hypothèses de guerre que je suis contraint d'agiter, confia Jaurès au terme de ce décisif chapitre V de *L'Armée nouvelle*. Quand une grande nation républicaine aura poussé jusqu'à l'absolu sa volonté de paix et sa volonté d'indépendance, une première promesse d'universelle paix entrera enfin dans la brutalité des choses ; les multitudes armées, que le génie de la France organisera demain pour son salut, céderont un jour non pas à la violence sauvage de

88. *Ibid.*, p.155

l'envahisseur, mais au sourire de la grande paix humaine, emplissant tout l'horizon de sa certitude victorieuse et couvrant toutes les patries de son rayonnement. »⁸⁹

Choisir la paix ou accepter la guerre ne pouvait procéder selon Jaurès que d'un choix libre et raisonné effectué par chaque combattant comme par chaque dirigeant d'une démocratie. Il y avait même un devoir intellectuel, civique et moral, a dit Jaurès, d'interroger les questions militaires et de penser la guerre et la paix. Il s'agissait, par la « liberté intellectuelle », la « maîtrise de soi », la « jeunesse de l'esprit », le « perpétuel effort de l'étude », d'affranchir « l'homme de la tyrannie des formules »⁹⁰. Se glissant dans les pas de son ami le capitaine Gérard (qu'il appelait Commandant Rossel dans son ouvrage), Jaurès proclamait le devoir de poser des « questions redoutables » : « Ces questions, c'est la France même qui doit les poser à l'état-major ; elle en a le droit ; elle en a le devoir. Il faut qu'elle

89. *Ibid.*, p.155

90. *Ibid.*, p.126

sache s'il y a une méthode de guerre et laquelle ; comment il veut la protéger contre la redoutable offensive que prépare l'ennemi. Il ne s'agit pas là de plans secrets ; et ce n'est pas dans le sanctuaire de la rue Saint-Dominique [le ministère de la Guerre] que doivent être résolus ces grands problèmes. La technique, la science militaire ont pour objet de mettre en œuvre la méthode adoptée ; mais cette méthode, c'est la nation qui doit la déterminer elle-même en conformité avec son dessein politique et social. Cette méthode, le pays doit la connaître ; car il faut qu'il y soit préparé. Selon que la France aura choisi, pour son salut, l'offensive à la prussienne ou la défensive nationale [...], tout est changé dans l'organisation militaire, dans la mobilisation, dans la concentration. L'offensive ne pouvant avoir théoriquement quelque chance de succès que si elle est rapide et si elle procède presque par surprise, ce n'est pas toute la nation armée qu'il convient alors de porter comme une masse à la frontière : ce serait trop pesant et trop lent. Il y faut jeter une sorte d'armée d'avant-garde. » Jaurès explique alors de quelle façon, analysant toutes les hypothèses possibles et dégageant la meilleure d'entre elles :

« L'idéal serait peut-être en cette hypothèse de tenter l'attaque et la surprise aussitôt que la France aurait mobilisé et concentré à sa frontière un nombre d'hommes suffisant pour dominer les deux corps d'armée accumulés par l'Allemagne en Alsace-Lorraine et pour troubler la concentration allemande. Nos écrivains militaires, comme le général Langlois, prévoient la possibilité d'une soudaine agression des forces allemandes de couverture, n'attendant même pas d'être complétées à l'effectif de guerre. Je n'ai pas à discuter ici cette hypothèse ; je dis seulement qu'elle est le terme logique et la conséquence certaine de l'idée d'offensive. C'est du coup que les réserves ne jouent qu'un rôle de troisième plan, puisque même une partie de l'active est reléguée à un rôle de second plan. C'est dire que le centre de gravité de la défense nationale n'est plus dans la nation elle-même ; il est porté, pour ainsi dire, à la pointe, à l'extrême avant-garde d'une armée restreinte qui, par une suite inévitable, deviendra bientôt une armée permanente de frontière. Ainsi l'hypothèse de l'offensive retentit jusqu'au fond même

de l'organisation militaire ; elle tend à façonner selon sa loi toute l'institution de l'armée. »⁹¹

Un tel devoir de penser la défense nationale et la guerre future, le colonel De Gaulle le fait sien quinze ans plus tard, guidé par le commandant Mayer qui établit le lien avec le questionnement de Jaurès. Même si les conclusions de l'auteur de *L'Armée de métier*⁹² diffèrent radicalement de celles de Jaurès, De Gaulle n'en reconnaît pas moins ses grandes qualités intellectuelles et sa faculté d'interroger des évidences ou des tabous⁹³. Jaurès est une référence majeure pour De Gaulle qui ne s'arrête pas à la différence des choix stratégiques ou aux convictions socialistes de l'auteur de *L'Armée nouvelle*. A Paul Reynaud, qui a défendu ses thèses lors du débat du 15 mars 1935, et qui rééditera son soutien à la Chambre le 26 janvier 1937, De Gaulle adresse le 14 mai 1937 une lettre pleine

d'admiration qui invoque justement la figure de Jaurès : « L'on connaîtra aussi que vous êtes en notre temps le seul homme d'Etat de premier plan qui ait le courage, l'intelligence et le sens national assez grands pour prendre à bras-le-corps le problème militaire dont le destin de la France dépend. Il faudrait remonter à Jaurès pour trouver un autre exemple. »⁹⁴

La postérité de Jaurès comme penseur de la guerre en démocratie ne réside pas seulement dans l'affirmation de la liberté intellectuelle sur ces questions. Sa conception de la défensive victorieuse autant que de l'armée citoyenne peut s'illustrer par la bataille de la Marne en 1914 ou bien dans l'organisation militaire de la France Libre en 1940, et des maquis intérieurs en 1943. Elle trouve d'autres confirmations, comme avec la bataille d'Angleterre de juillet 1940 à mai 1941 remportée par les Britanniques. On ignore la position que Jaurès aurait prise en août 1914, quand débuta la guerre entre la France et l'Allemagne. Il n'aurait sans doute

91. *Ibid.*, p. 132.

92. Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Paris, Berger-Levrault, 1934.

93. Cf. Alain Lévy, « De Gaulle et Jaurès », in *Jaurès et la défense nationale*, Paris, Société d'études jaurésiennes, 1993, pp. 161-185, et Vincent Duclert, « Jaurès et de Gaulle : de l'étude à l'action, en suivant l'Armée nouvelle », in « Lire *L'Armée nouvelle* » (Jean-François Chanut dir.), *Cahier Jaurès*, n°207-208, janvier-juin 2013, pp. 115-130.

94. Charles de Gaulle, lettre à Paul Reynaud, 14 mai 1937, in *Lettres, notes et carnets*, rééd. Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2010, vol. I p. 832.

pas choisi le pacifisme intégral ni l'« Union sacrée », notamment parce qu'ils supposent une abdication de la raison au profit de la « tyrannie des formules », pour reprendre l'une des expressions de *L'Armée nouvelle*. Ces postures n'auraient pas été dignes de l'exigence critique que Jaurès mettait dans la réflexion sur les démocraties elles-mêmes. Il aurait accepté la guerre contre l'Allemagne à condition de peser sur les choix stratégiques, d'opérer un contrôle démocratique du haut commandement, et d'inscrire la paix comme objectif majeur des combats. En d'autres termes, il aurait veillé à ce que la guerre ne porte atteinte ni la démocratie républicaine, ni à l'avenir de l'humanité.

CONCLUSION

La mort de Jean Jaurès, le 31 juillet 1914, n'a pas eu pour seule conséquence la fin de son combat en faveur de la paix. Elle a privé la France d'un homme capable de guider ses dirigeants dans la façon de mener la guerre et de la rendre compréhensible aux citoyens. Débarrassée de la voix de Jaurès, la guerre a pu imposer sa loi, celle d'un ordre inhumain exercé sur les corps et sur les âmes des combattants, celle qui atteint l'humanité, et qui a même ouvert la voie à une catastrophe plus terrifiante encore que la Grande Guerre : la Seconde Guerre mondiale.

Cette destruction par la guerre, faute de s'y être préparé et de l'avoir pensée, a paralysé jusqu'au sens moral et aux forces intellectuelles des nations. Que la réflexion de Jaurès et son combat pour la paix aient pu se réduire, dans l'entre-deux-guerres, au seul pacifisme, démontre le recul de l'activité intellectuelle en France. Rares sont ceux qui, à cette période, ont imaginé la résistance des démocraties affrontant les régimes totalitaires. Elie Halévy s'y est essayé

dans son ouvrage *L'Ere des tyrannies*⁹⁵ publié un an après sa mort soudaine en août 1937. La guerre des démocraties serait victorieuse à condition que ces dernières puissent reconquérir leurs valeurs, comme l'expliqua, à la suite d'Elie Halévy, Raymond Aron en juin 1939⁹⁶. Au combat dès mai 1940, ce dernier possédait la clarté des objectifs et des moyens qui décident des victoires. Il en va de même pour l'historien Marc Bloch. Il suffit de relire son *Etrange défaite* de l'été 1940 : « Les ressorts profonds de notre peuple sont intacts et prêts à rebondir. Ceux du nazisme, par contre, ne sauraient supporter toujours la tension croissante, jusqu'à l'infini, que les maîtres présents de l'Allemagne prétendent leur imposer. Enfin, les régimes "venus dans les fourgons de l'étranger" ont bien pu jouir, parfois chez nous, d'une certaine durée. Ce n'a jamais été, face aux dégoûts d'une fière nation, que le répit du condamné. [...]

95. Réédition Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1990.

96. Raymond Aron, « États démocratiques et États totalitaires », communication à la Société française de philosophie, 17 juin 1939, *Bulletin de la Société française de philosophie*, n°2, 1946, rééd. in Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2005, préface de Nicolas Baverez, p. 55-107.

« Je ne sais quand l'heure sonnera où, grâce à nos Alliés, nous pourrons reprendre en main nos propres destinées. Verrons-nous alors des fractions du territoire se libérer les unes après les autres ? Se former, vague après vague, des armées de volontaires, empressées à suivre le nouvel appel de la patrie en danger ? Un gouvernement autonome poindre quelque part, puis faire tache d'huile ? Ou bien un élan total nous soulèvera-t-il soudain ? Un vieil historien roule ces images dans sa tête. Entre elles, sa pauvre science ne lui permet pas de choisir. Je le dis franchement : je souhaite, en tout cas, que nous ayons encore du sang à verser : même si cela doit être celui d'êtres qui me sont chers (je ne parle pas du mien, auquel je n'attache pas tant de prix). Car il n'est pas de salut sans une part de sacrifice ; ni de liberté nationale qui puisse être pleine, si on n'a travaillé à la conquérir soi-même. [...]

« Hitler a dit [...] : "Nous avons raison de spéculer plutôt sur les vices que sur les vertus des hommes. La Révolution française en appelait à la vertu. Mieux vaudra

que nous fassions le contraire.” On pardonnera à un Français, c’est-à-dire à un homme civilisé – car c’est tout un – s’il préfère, à cet enseignement, celui de la Révolution, et de Montesquieu : “Dans un Etat populaire, il faut un ressort, qui est la vertu.” Qu’importe si la tâche est ainsi rendue plus difficile ! Un peuple libre et dont les buts sont nobles court un double risque. Mais est-ce à des soldats qu’il faut, sur un champ de bataille, conseiller la peur de l’aventure ? »⁹⁷

De ces convictions intellectuelles et morales, Marc Bloch demande à ce qu’elles soient partagées, que les Français s’interrogent sur leur avenir et reconquièrent leurs libertés. Celles-ci constituent le but de guerre ultime, elles déterminent les victoires futures. « Notre peuple mérite qu’on se fie à lui et qu’on le mette dans la confiance », insiste-t-il. On est, avec lui, proche d’Elie Halévy, de Raymond Aron, aussi bien que de Jaurès pourtant si peu présent dans

97. Marc Bloch, *L’Étrange défaite. Témoignage écrit en 1940* [1946], édition établie par Annette Becker et Etienne Bloch, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2006, p.652-653.

*L’Étrange défaite*⁹⁸. Ce qui unit ces penseurs de la politique, de la paix et de la guerre, est une volonté commune d’arracher la guerre au « Code de mort »⁹⁹ qu’elle a toujours signifié et d’en faire une arme des démocrates pour la démocratie. Cela les conduit à définir les formes du combat guerrier aussi bien que les buts de la force armée.

On trouve pour cette raison des considérations autant techniques qu’éthiques dans *L’Armée nouvelle* et dans *L’Étrange défaite*. La seule guerre tenable pour les démocraties est la défense de valeurs communes à l’humanité entière, à l’opposé des mobilisations guerrières qui reposent sur le nationalisme et l’embrigadement des citoyens. Cette défense de valeurs humaines ne dilue pas pour autant le principe national dans la guerre des démocraties. Comme l’a expliqué Jaurès, elle donne aux soldats citoyens et aux officiers intellectuels un objectif qui les dépasse et

98. Sinon sous la forme, signalée par les éditeurs (*ibid.*, p. 627, note 7), d’une réminiscence de la formule de *L’Armée nouvelle* que Marc Bloch avait notée dans son *Carnet* de 1916 : « Un peu d’internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d’internationalisme y ramène... » (in *L’Armée nouvelle*, *op. cit.*, p. 418).

99. *Ibid.*, p. 39.

qui, en même temps, les définit, un objectif qui permet à la nation d'exister et qui lui donne un sens, le sens d'une « nation politique » à laquelle la sociologue Dominique Schnapper identifie plus particulièrement la France¹⁰⁰.

Tout dépend alors, dans cette réflexion sur la France au combat, de la capacité de la République à demeurer et même à progresser en tant que démocratie¹⁰¹ afin d'apporter à toute la société une pleine compréhension de la guerre et de la paix, une pleine compréhension d'elle-même en d'autres termes. Ainsi est validée la formule souvent citée de Jaurès qui achève *L'Armée nouvelle* : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. »¹⁰²

100. « La France a sans doute été la plus politique des nations européennes » (Dominique Schnapper, *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1991, p. 361).

101. Sur le rapport République et démocratie, voir notre essai, *Réinventer la République. Une constitution morale*, Paris, Armand Colin, coll. « Le Temps des idées », 2013.

102. *L'Armée nouvelle*, op. cit., p. 418.

Jaurès a démontré l'importance cruciale d'une réflexion sur la guerre et la paix menée par les ressources intellectuelles les plus élevées. Comme Elie Halévy, comme Raymond Aron, comme Marc Bloch, Jaurès associait dans son combat l'histoire et la philosophie. Raymond Aron se reconnaît dans le portrait qu'il écrit d'Elie Halévy, en 1939, à propos de ce dernier disparu deux ans auparavant, mais il aurait aussi bien pu parler de Jean Jaurès : « Pacifique comme les vrais libéraux [...], [Halévy] n'était pacifiste ni à la manière d'Alain, ni dans le style des juristes. Il ne comptait ni sur les traités, ni sur le refus individuel. Il envisageait la guerre en historien philosophe. La condition permanente en est que l'homme n'est pas uniquement composé de sens commun et d'intérêt personnel ; telle est sa nature qu'il ne juge pas la vie digne d'être vécue s'il n'y a pas quelque chose pour quoi il soit prêt à la perdre. »¹⁰³

103. Raymond Aron, « Le socialisme et la guerre », compte rendu de *L'Ere des Tyrannies*, *Revue de métaphysique et de morale*, avril 1939, republié in Elie Halévy, *L'Ere des tyrannies*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1990, p. 270.

Jaurès, en effet, n'était pas loin de partager cette analyse du pacifisme. Et, comme Elie Halévy, Raymond Aron ou Marc Bloch, il appartient désormais à cette lignée essentielle des historiens philosophes qui ont pensé la guerre et qui, pour certains, y ont participé. La guerre est un sujet central des sociétés. Sa réflexion ne se sépare ni de l'Etat, ni de l'armée, ni du combat, ni des valeurs les plus fondamentales qui appellent la pensée philosophique la plus exigeante. « Réfléchir sur la guerre, c'est le propre de l'historien philosophe », écrit Jean-Baptiste Duroselle dans la préface de la réédition, par Madeleine Rebérioux, de *La Guerre franco-allemande*. Et l'historien de poursuivre : « Jaurès philosophe s'est éloigné de la métaphysique, non de la morale, et il est plus hanté que quiconque par le drame de la conscience. Comment se fait-il que moi, individu, dont la vie est le bien le plus irremplaçable, je puisse, pour une certaine cause, être amené à sacrifier ce bien pour toujours ? Que vaut donc cette cause ? Mérite-t-elle que je meure ? Et puisque dans la guerre, il y a deux camps, n'est-il pas insensé que l'un des deux au moins

envoie les siens à la mort pour une cause injuste ? Que dire si le tort est partagé et si ce sont les deux camps qui, par un mécanisme infernal, se livrent la guerre non justifiable, celle qui sacrifie la valeur sûre de la vie à des intérêts particuliers, à des intérêts de classe, voire à des "mythes", c'est-à-dire à de faux intérêts ? Alors il faut absolument arrêter l'effroyable et implacable machine. Et comment l'arrêter sans en connaître les rouages ? Hanté par l'idée de la menace, Jaurès a cherché passionnément à explorer la machine guerrière et il a voulu [...] "dégager autant qu'il est en moi quelques vues des leçons qu'elle contient". »¹⁰⁴

Il faut donc réexaminer, encore et toujours, l'effort de Jaurès pour penser la guerre. Son pacifisme n'en est que plus grand. En historien philosophe, Jean Jaurès regarde la guerre « de fort près, et bien en face », selon la formule de Stéphane Audoin-Rouzeau dans son étude de 2008, *Combattre*¹⁰⁵. Le combat de Jaurès réside en effet dans

104. Jean-Baptiste Duroselle, « Préface », in Jean Jaurès, *La Guerre franco-allemande, op. cit.*, p. 8.

105. Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Le Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2008, p. 319.

cet effort pour penser la guerre : à cette condition seule, les démocraties sont capables de paix. Le rôle des intellectuels est considérable dans ce défi de la guerre consentie. Jaurès est l'un d'eux.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-064-9

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie PANOPLY

OCTOBRE 2013

Vincent Duclert

Jean Jaurès Combattre la guerre, penser la guerre

Jean Jaurès est mort à la veille de la Première Guerre mondiale, assassiné à cause de son combat pour la paix. Première victime d'une violence guerrière qui dépassa en horreur ce que l'humanité avait connu jusque-là, il fut un grand penseur de la guerre au XX^e siècle.

Vincent Duclert propose ici un retour sur la pensée de Jaurès, qui, à la fois en historien et en philosophe, tenait la réflexion sur la guerre comme le devoir le plus élevé qui incombe à une société démocratique.

www.jean-jaures.org



9 782362 440649

ISBN : 978-2-36244-064-9

6 €